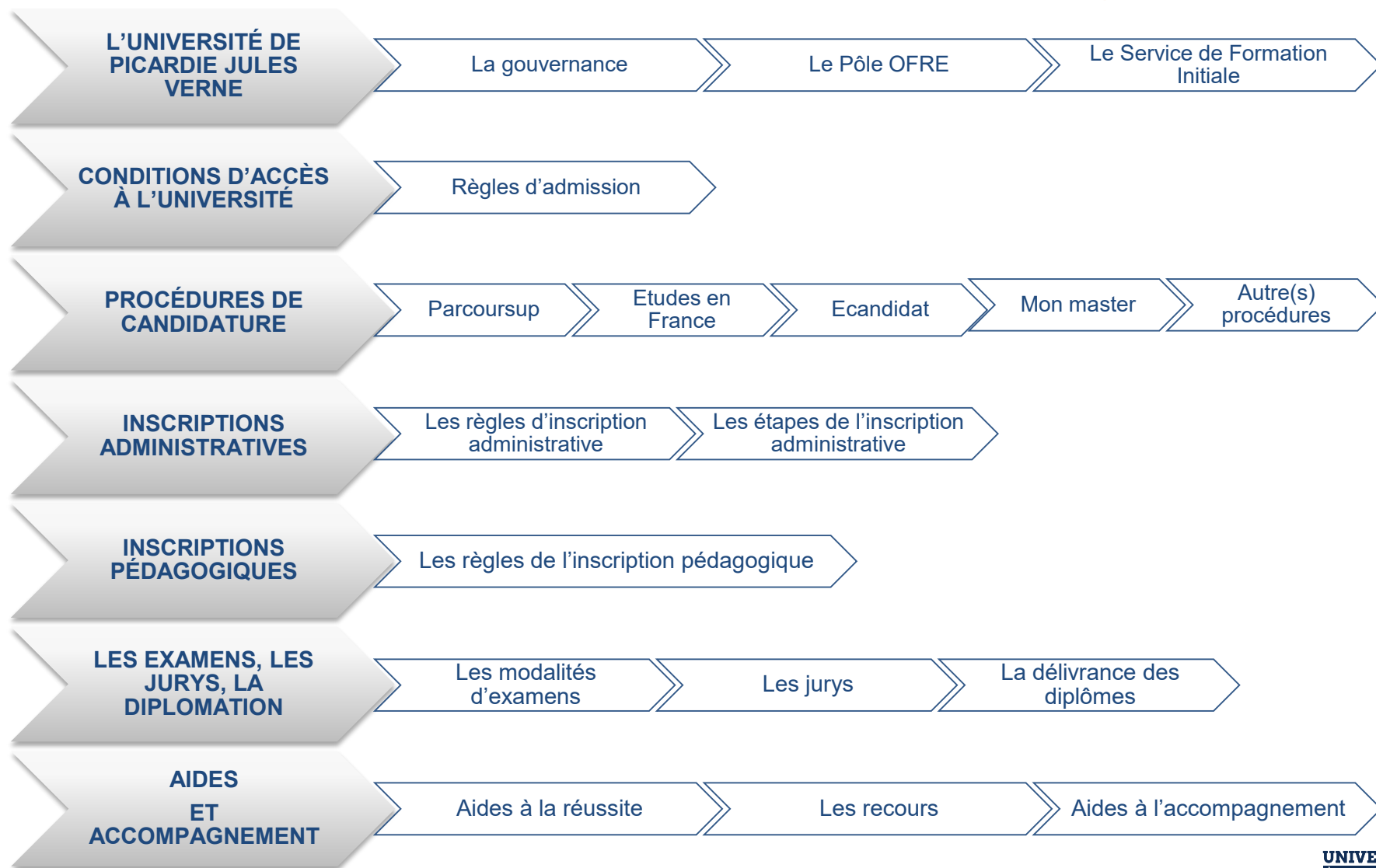


# Module : Formation et Vie Etudiante

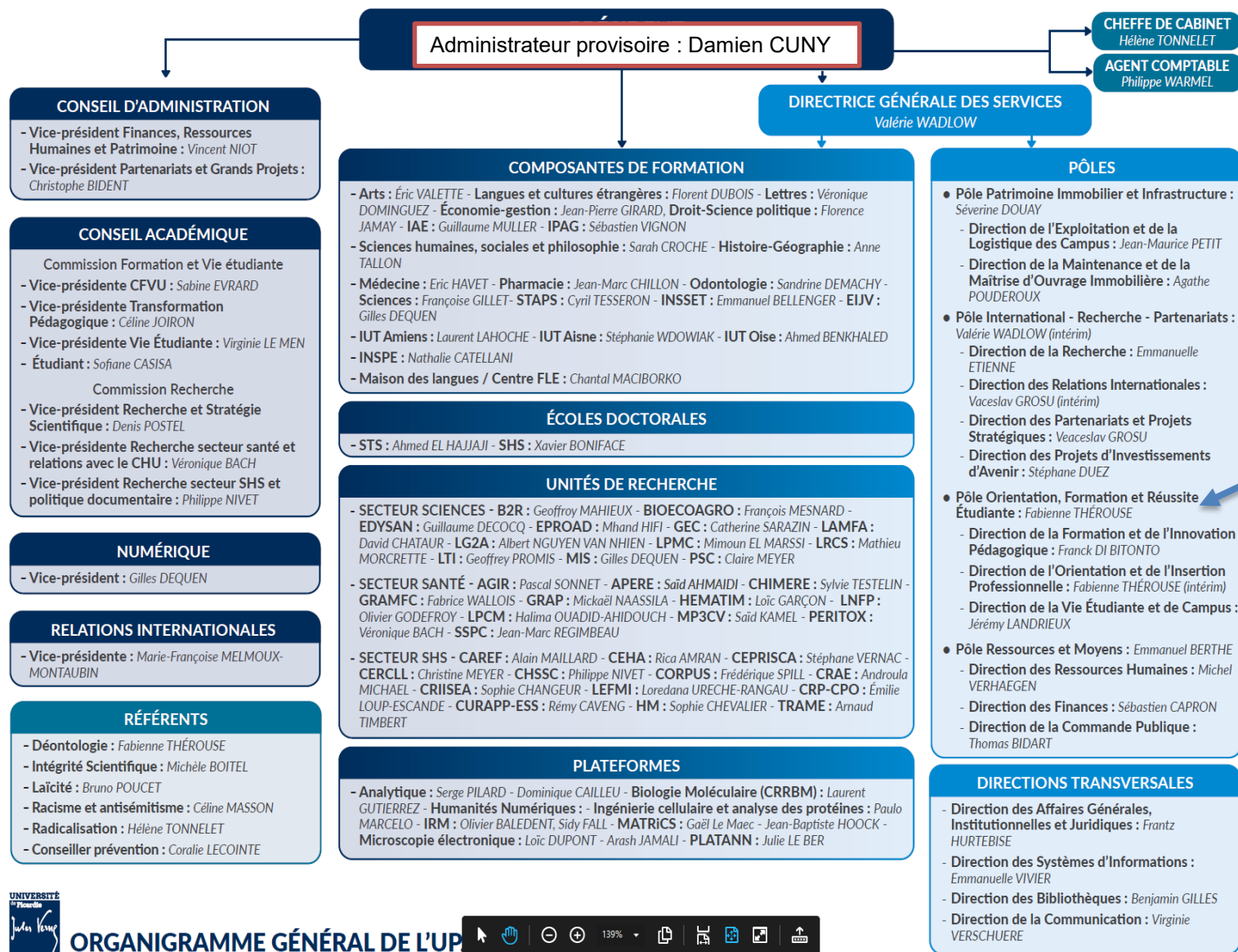


Module Formation et Vie Etudiante – Janvier 2025 - KP

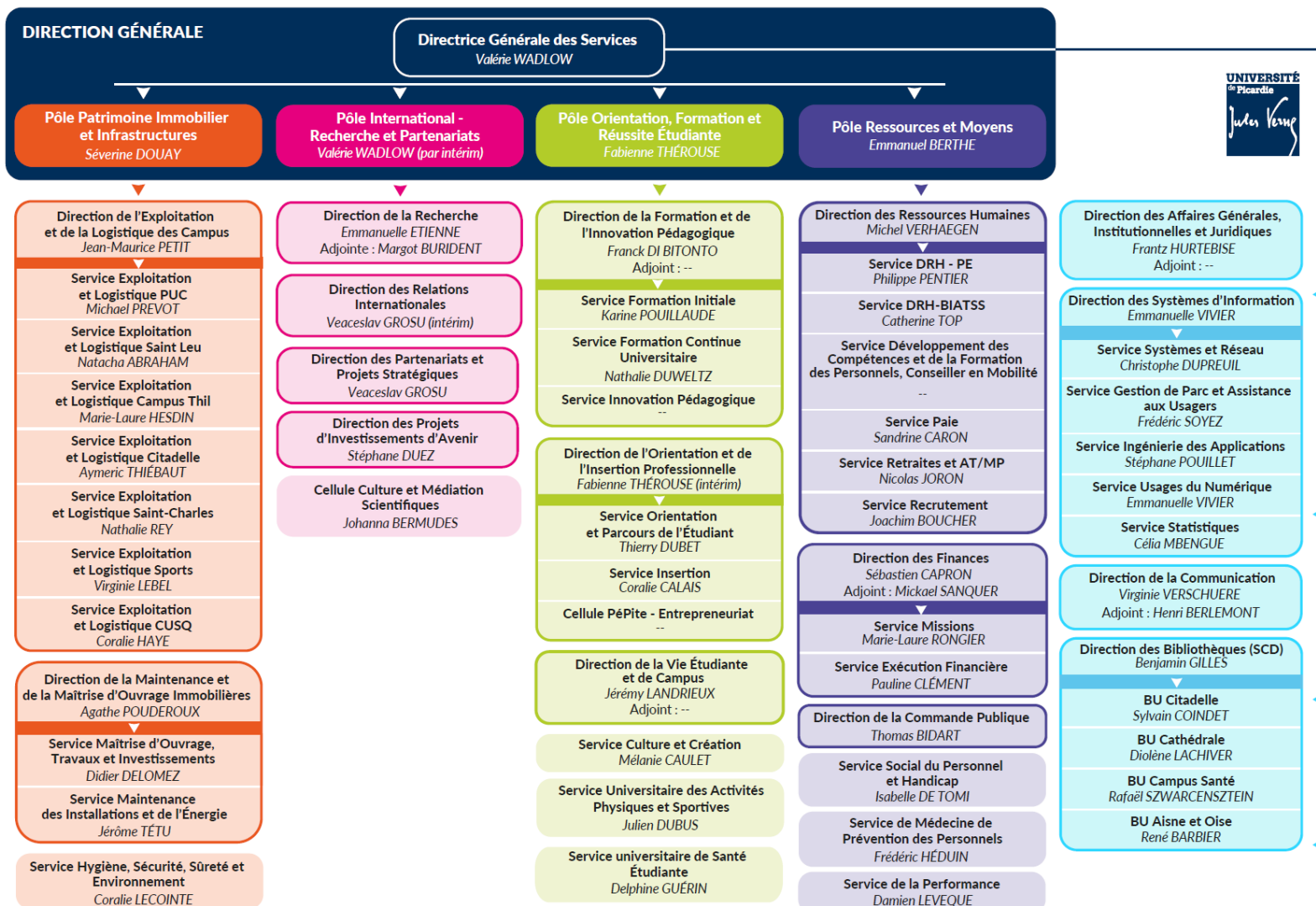
# MODULE ET FORMATION VIE ETUDIANTE : Le programme



# La gouvernance de l'UPJV



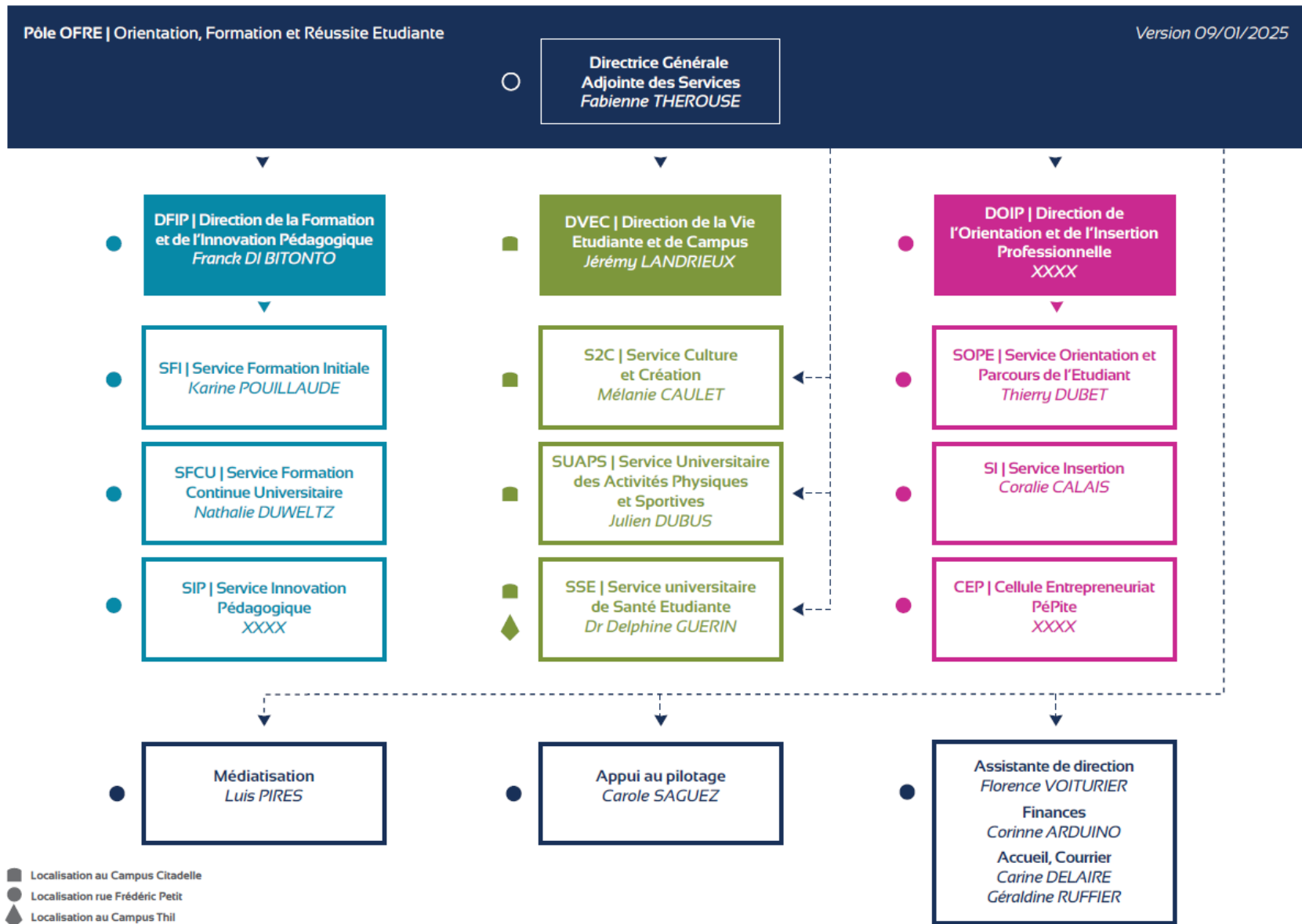
# La Direction générale de l'UPJV



**ORGANIGRAMME DES SERVICES** (Octobre 2024)

# Le Pôle Orientation, Formation et Réussite Etudiante - OFRE

Il regroupe l'ensemble des activités en lien direct avec les apprenants de l'orientation à l'insertion professionnelle en passant par la formation et la vie étudiante.



# Le Pôle Orientation, Formation et Réussite Etudiante - OFRE

**DFIP | Direction de la Formation  
et de l'Innovation Pédagogique**  
*Franck DI BITONTO*



**SFI | Service Formation Initiale**  
*Karine POUILLAUDE*

**SFI** : Service Formation Initiale : En charge de toutes les procédures administratives en lien avec une inscription en formation initiale.

**SFCU | Service Formation  
Continue Universitaire**  
*Nathalie DUWELTZ*

**SFCU** : Service Formation Continue Universitaire : Offre de formation pluridisciplinaires diplômante, certifiante ou qualifiante en collaboration avec les composantes (UFR et IUTS) de l'UPJV, les acteurs territoriaux et les employeurs. Il accompagne les adultes dans la reprise d'études.

**SIP | Service Innovation  
Pédagogique**  
*XXXX*

**SIP** : Service Innovation Pédagogique : - Développement de nouvelles pratiques pédagogiques et le déploiement des initiatives réussies.  
- Accompagnement de la démarche du contrat de réussite devant être proposée aux apprenants et soutient les expérimentations favorisant la réussite étudiante.  
- Participation à la mise en place de la formation à l'enseignement des nouveaux maîtres de conférences.



# Le Service de Formation Initiale

## Organisation et coordination des opérations d'inscription (inscription ou réinscription)

Traitement et suivi des candidatures  
« Etudes en France »

Traitement et suivi des candidatures «  
Demande d'Admission Préalable (DAP) »

Paramétrage de la plateforme de transferts  
et gestion des demandes

Inscriptions et réinscriptions

Réorientation

Édition/rédition des cartes étudiantes

Annulations et remboursements

Gestion alias [sfi@u-picardie.fr](mailto:sfi@u-picardie.fr)

Arrêts de jury d'examens

Aides et accompagnements

## Gestion fonctionnelle APOGÉE

Modélisation des SE (Structures  
d'enseignements)

Suivi et mise en place des M3C (Modalités de  
Contrôle des Connaissances et des  
Compétences)

Gestion des inscriptions et réinscriptions en  
ligne

Gestion alias ([reins@u-picardie.fr](mailto:reins@u-picardie.fr) – [primo@u-picardie.fr](mailto:primo@u-picardie.fr))

Édition et réédition des diplômes

Gestion fonctionnelle de l'application APOGÉE

Enquêtes SISE (Suivi des Informations sur le  
Suivi des Etudiants)

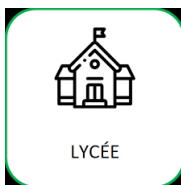
Cellule de conseil et d'appui auprès des  
composantes

## Gestion fonctionnelle et paramétrage des applications de candidature

Paramétrage des plateformes de  
candidatures : ParcoursSup, eCandidat,  
MonMaster, Etudes en France

Gestion des élèves CPGE

# Le Service de Formation Initiale : les contacts

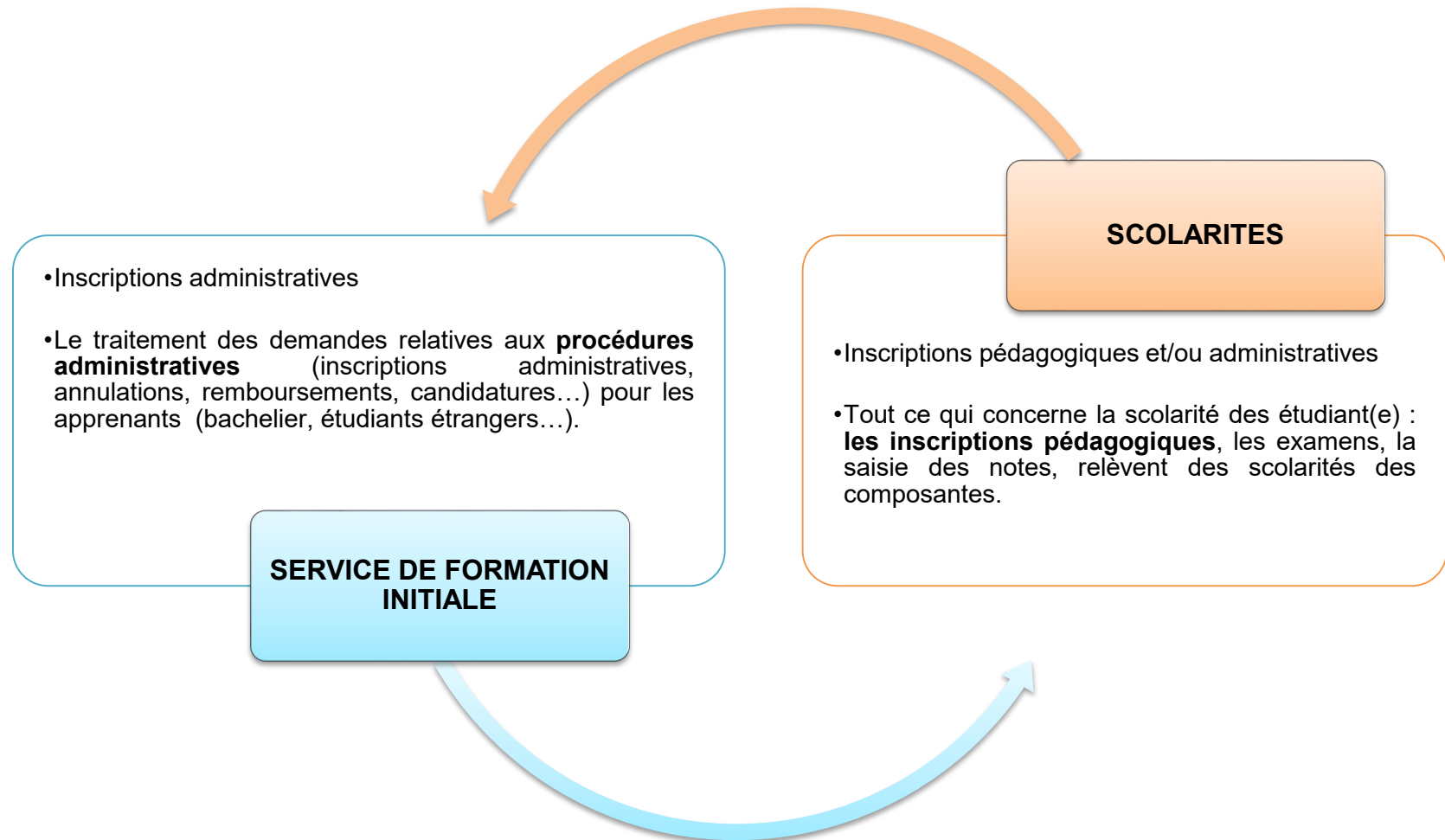


## CONTACTS EN INTERNE

- Etudiants
- Composantes / Scolarités
- Directeurs administratifs / Directeurs
- Vice-Président(e)s - CFVU
- Service de Formation Continue
- Agence comptable
- DVE
- DRI
- Affaires juridiques
- DOIP
- Direction de la communication
- Direction des systèmes informatiques

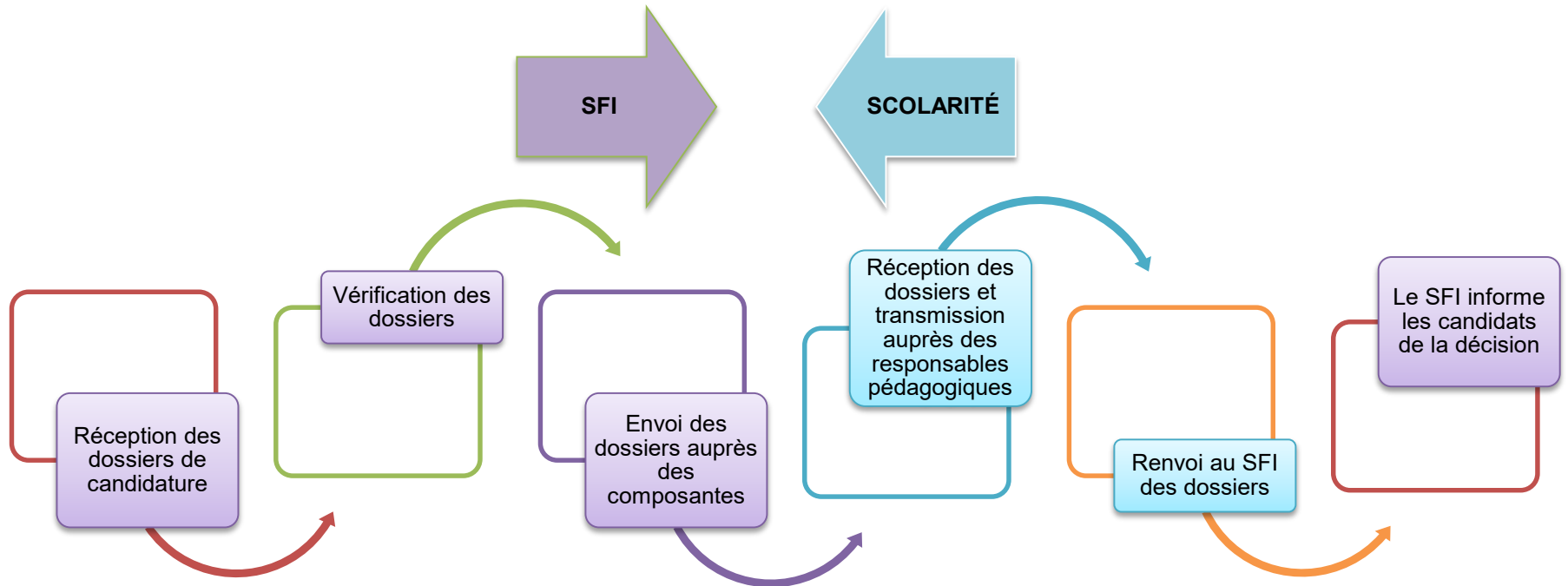


# Le Service de Formation Initiale : Les échanges avec les scolarités



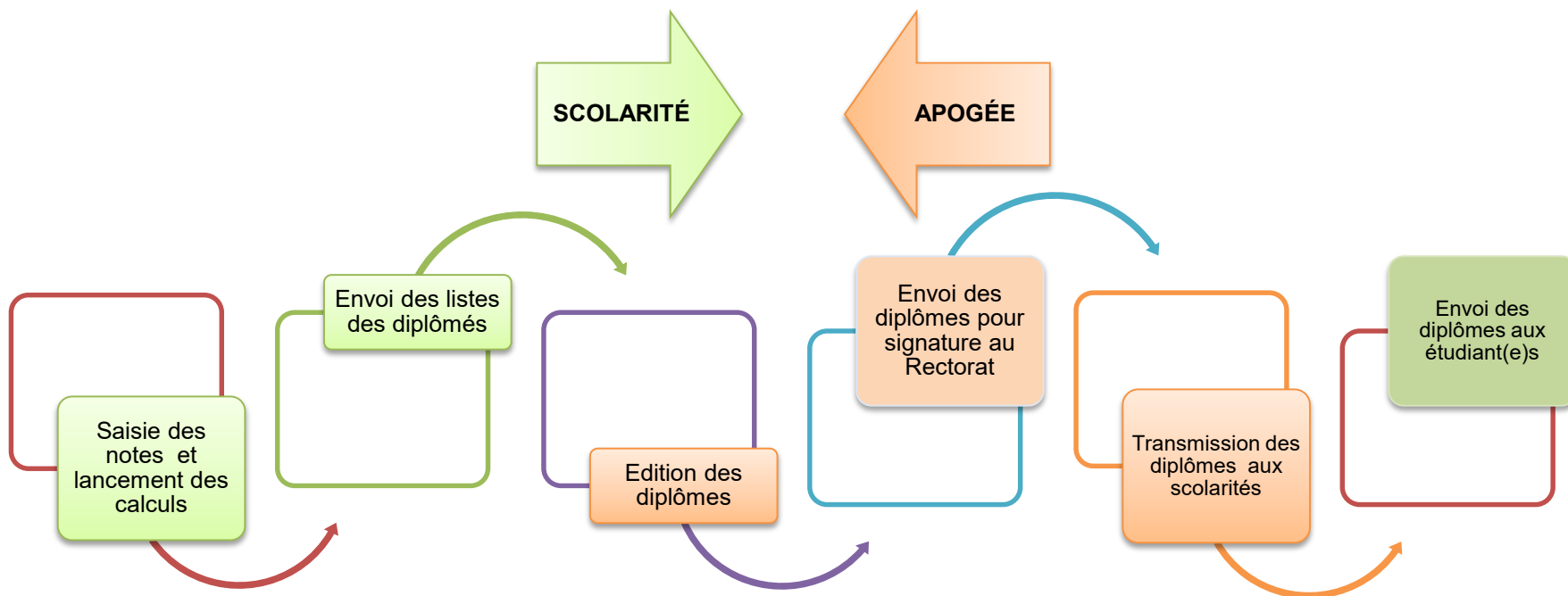
# Le Service de Formation Initiale : Les échanges avec les scolarités

Exemple d'échange entre le SFI et les scolarités : L'examen d'un dossier de candidature



# Exemples d'échange entre le Service APOGÉE et les scolarités

Exemple d'échange entre le service APOGÉE et les scolarités : La demande de diplôme

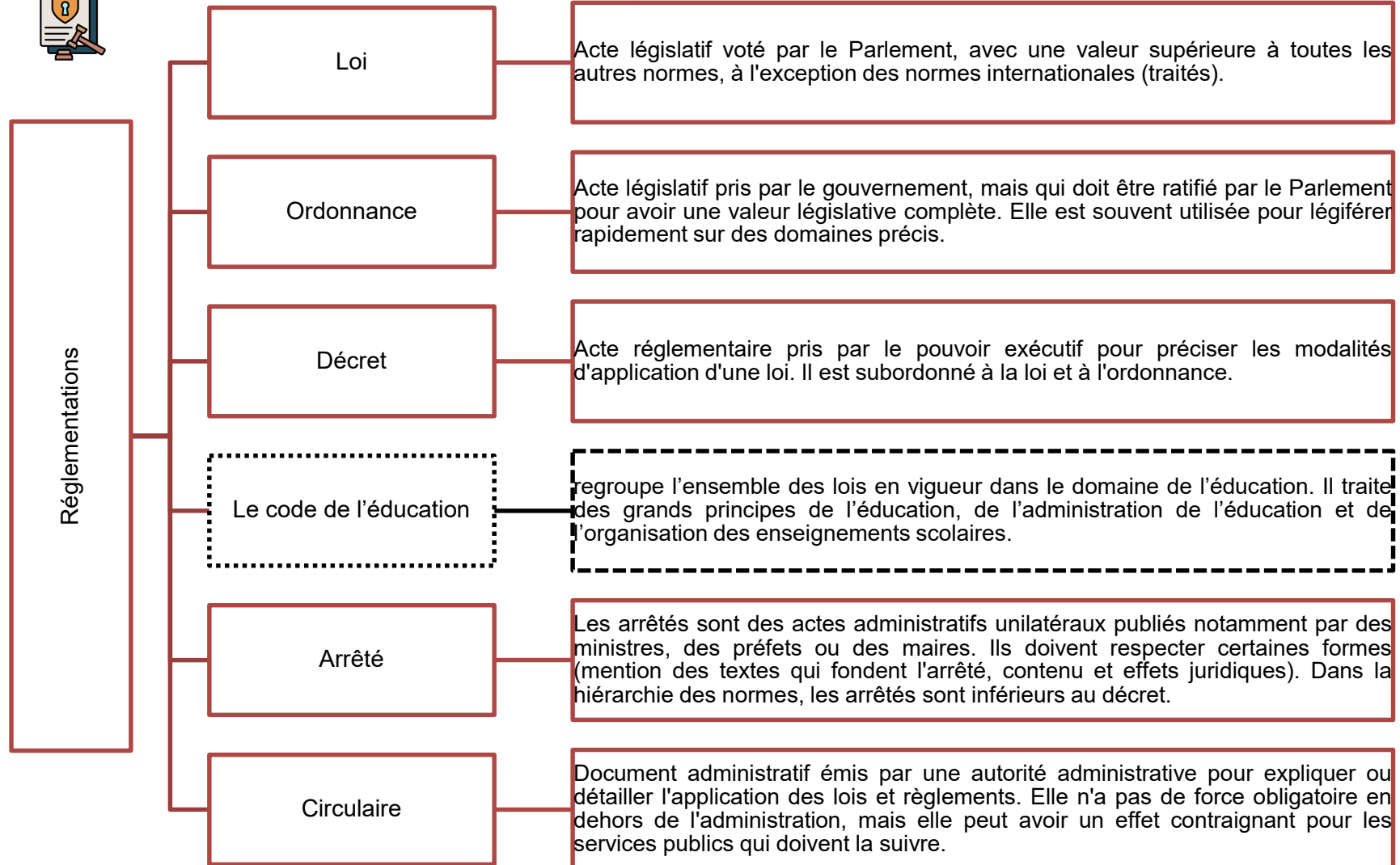


# L'accès à l'Université





# Réglementations



# Réglementations

Avoir le titre  
requis

- Le baccalauréat
- Le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU)<sup>(2)</sup>
- Un diplôme français ou étranger admis en dispense ou en équivalence du baccalauréat
- Capacité en droit
- Une validation d'acquis d'études ou d'expérience<sup>(3)</sup>

Connaître le  
cursus que  
l'on veut  
suivre

**Le 1<sup>er</sup> cycle = formation générale et orientation**

- DEUST, DEUG, Maîtrise
- Licence, licence professionnelle, BUT

**Le 2<sup>nd</sup> cycle = approfondissement**

- Master

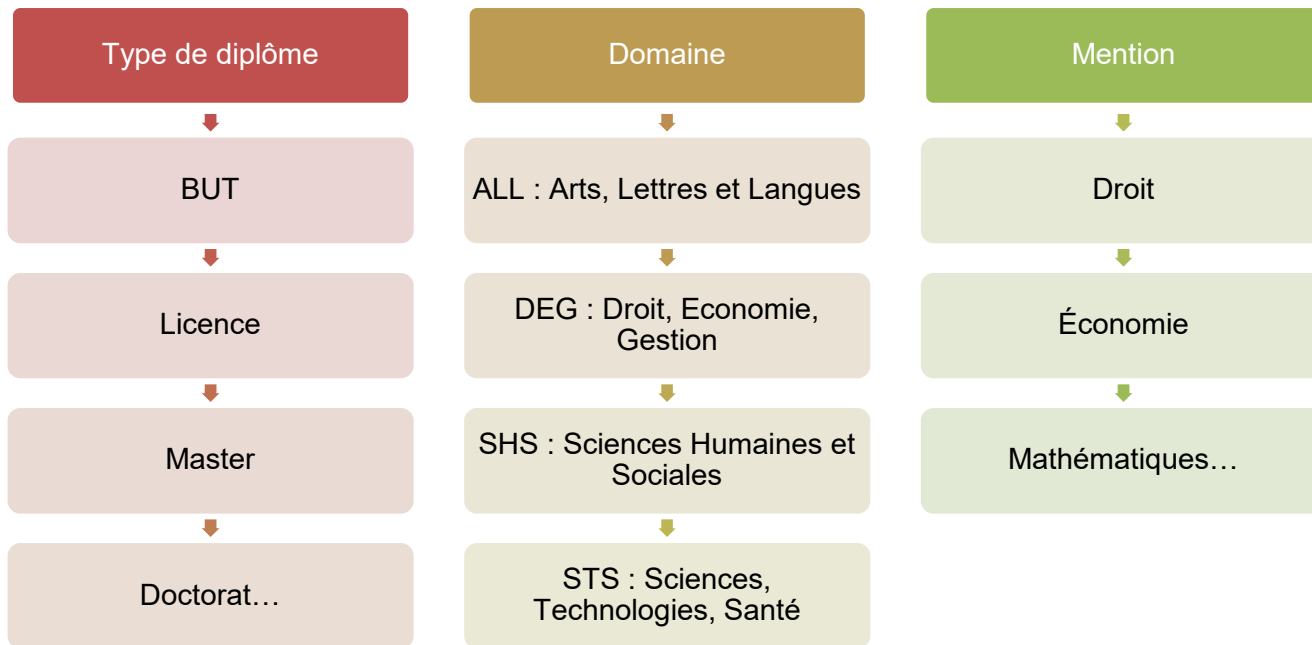
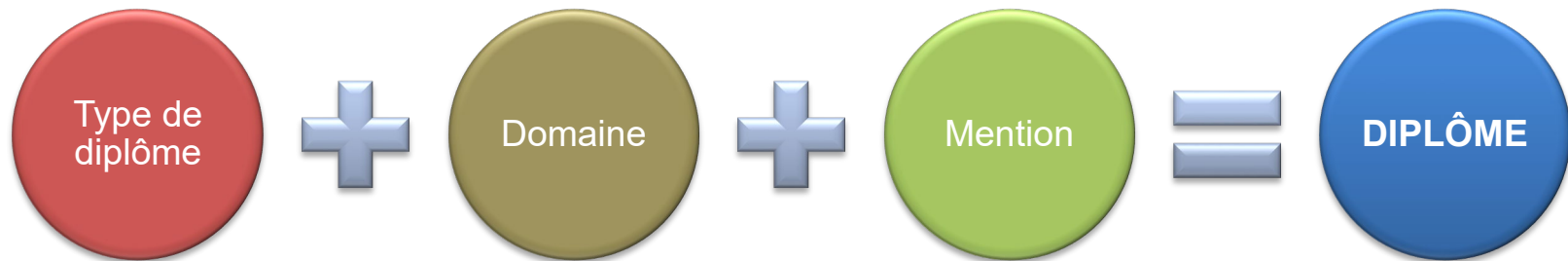
**Le 3<sup>ème</sup> cycle : 1 à 5 ans = spécialisation,**

- Doctorat, HDR, pour ceux qui veulent faire de la recherche après le master

**Les études de santé**

- PASS – MMOPK (Médecine, Maïeutique, Odontologie, Pharmacie, Kiné)

# Le schéma des études : Le diplôme





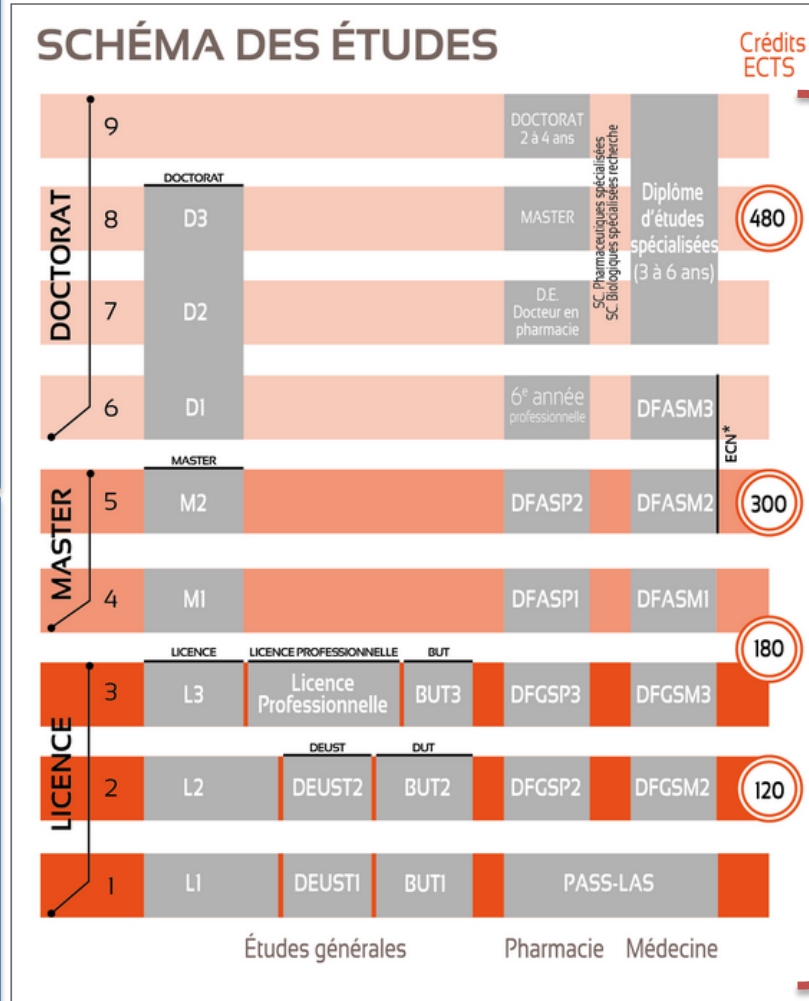
# Le schéma des études

La réforme LMD permet de créer un système d'enseignement supérieur harmonisé et de faciliter la reconnaissance des diplômes à travers l'Union Européenne. la licence correspond à 3 années d'études après le bac et elle vaut 180 crédits dans le système (ECTS).

À chaque grade correspond un nombre d'ECTS :

- Licence (6 semestres) 180 ECTS
- Master (4 semestres) 120 ECTS supplémentaires soit 300
- Doctorat (6 semestres) 180 ECTS supplémentaires soit 480

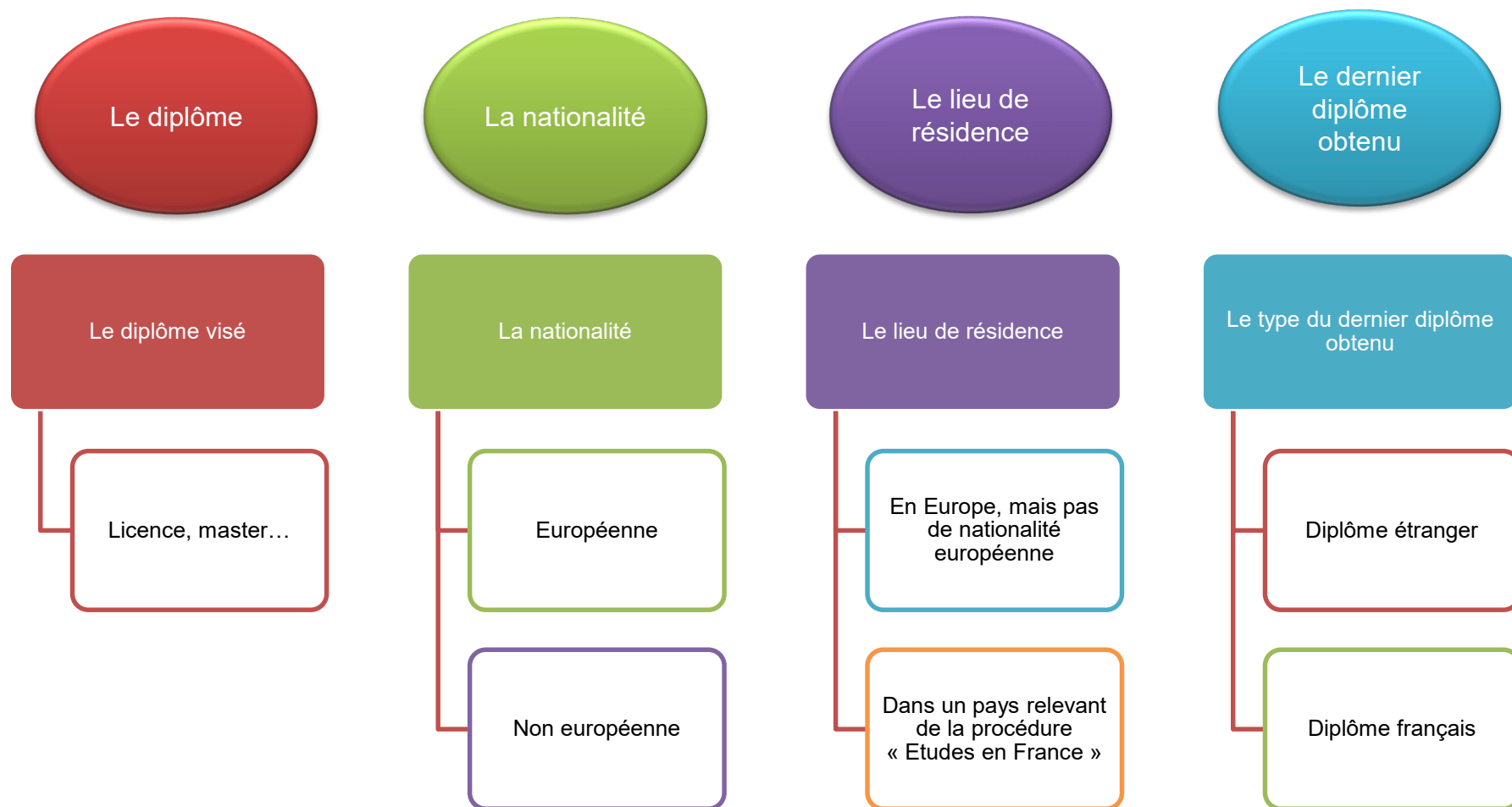
Les diplômes intermédiaires (DEUG, DUT et Maîtrise) sont délivrés uniquement sur demande de l'étudiant



# Les procédures de candidature



# Comment définir la procédure de candidature ?



# Sur quelle plateforme doit-on candidater ?

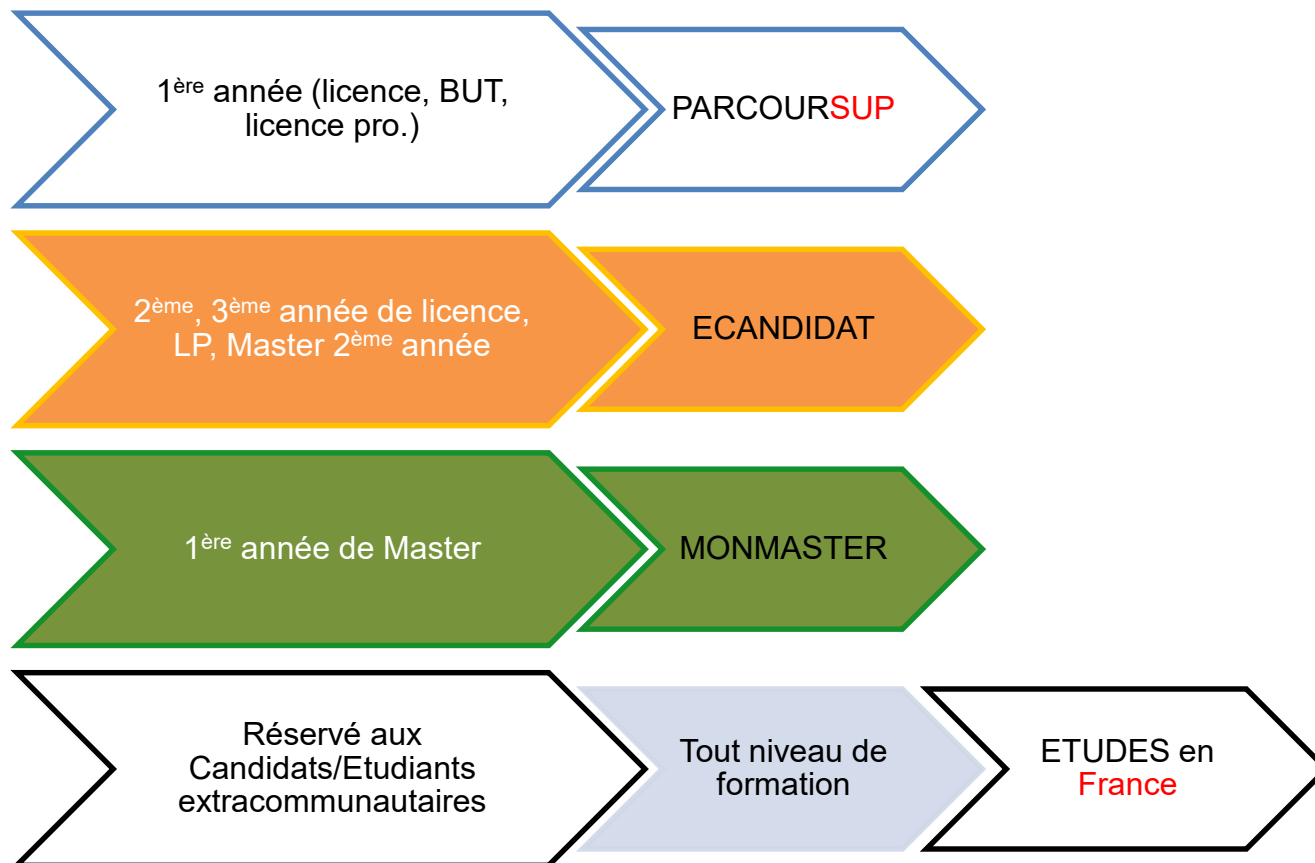
- Plateformes nationales :

- Parcoursup
- Mon Master
- Etudes en France

- Chaque plateforme possède son calendrier établi par le MENESR

- Plateforme interne à l'établissement
  - eCandidat

- Calendrier voté en CFVU et validé par le CA



**MENESR** : Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

**CA** : Conseil d'Administration

**CFVU** : Commission de la Formation et de la Vie Universitaire

Module Formation et Vie Etudiante - Janvier 2025 - KP

# Procédure de candidature pour une inscription en 1<sup>ère</sup> année

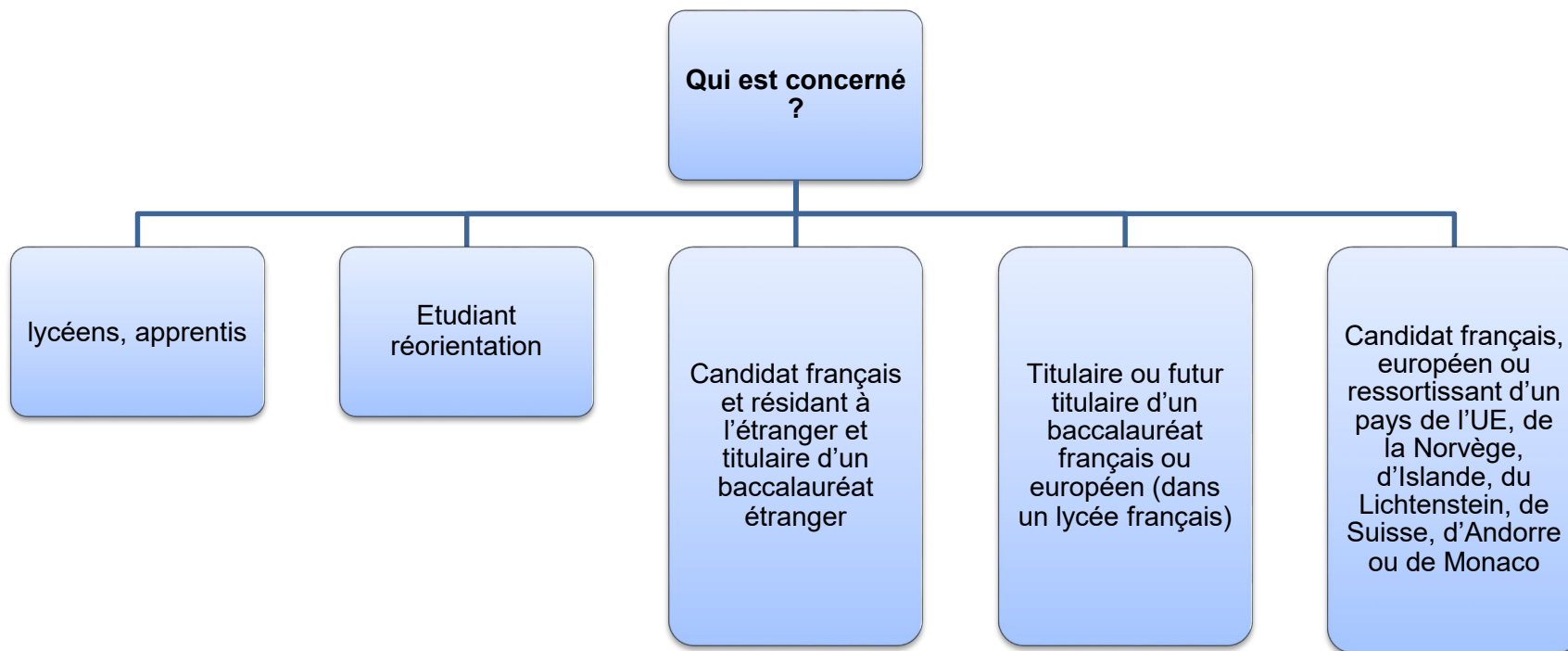
PARCOURSUP



# Candidater en 1<sup>ère</sup> année (sauf M1 et candidats internationaux)



Plateforme nationale pour les apprenants qui souhaitent **s'inscrire en 1<sup>ère</sup> année dans un établissement dispensant des formations de l'enseignement supérieur.**

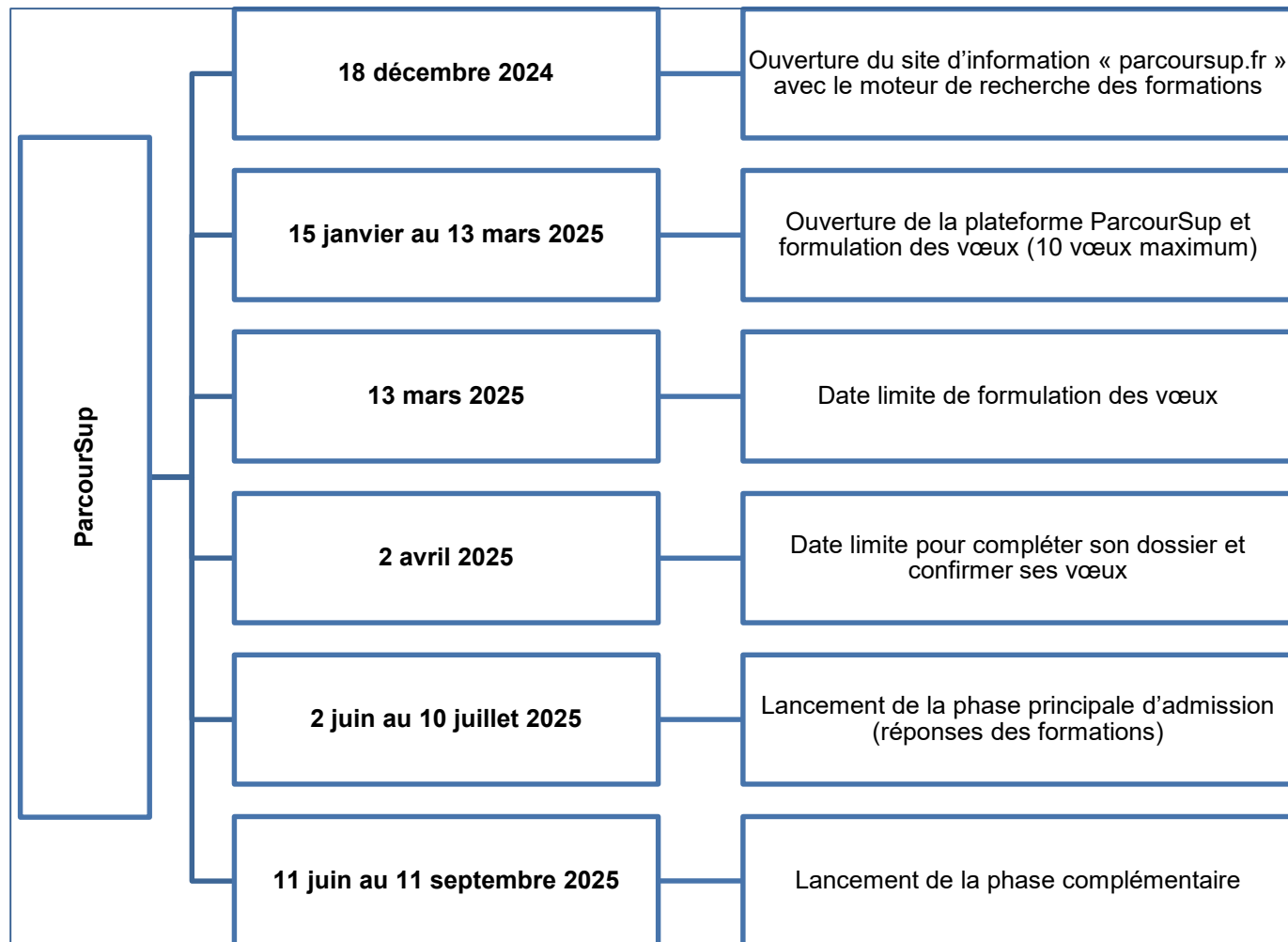


Ne sont pas concernés :

Les étudiants qui redoublent leur 1<sup>ère</sup> année (réinscription à l'UPJV)

Les candidats internationaux soumis à une Demande d'Admission Préalable (DAP)

# PARCOURSUP : Le calendrier 2025/2026



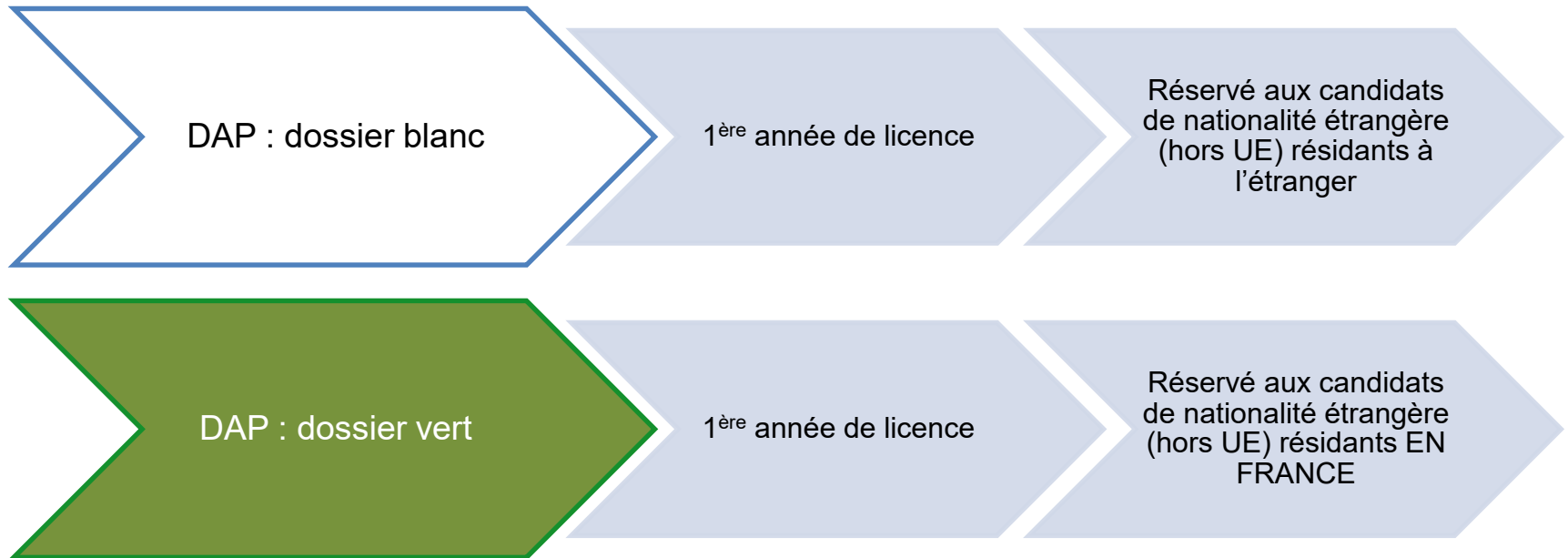


# Procédure de candidature pour une inscription en 1<sup>ère</sup> année (candidats internationaux)

## DEMANDE D'ADMISSION PREALABLE

# La Demande d'Admission Préalable

- 2 types de Demande d'Admission Préalable (DAP) : pour les candidats résidents à l'étranger (non UE) et pour les candidats résidents sur le territoire français



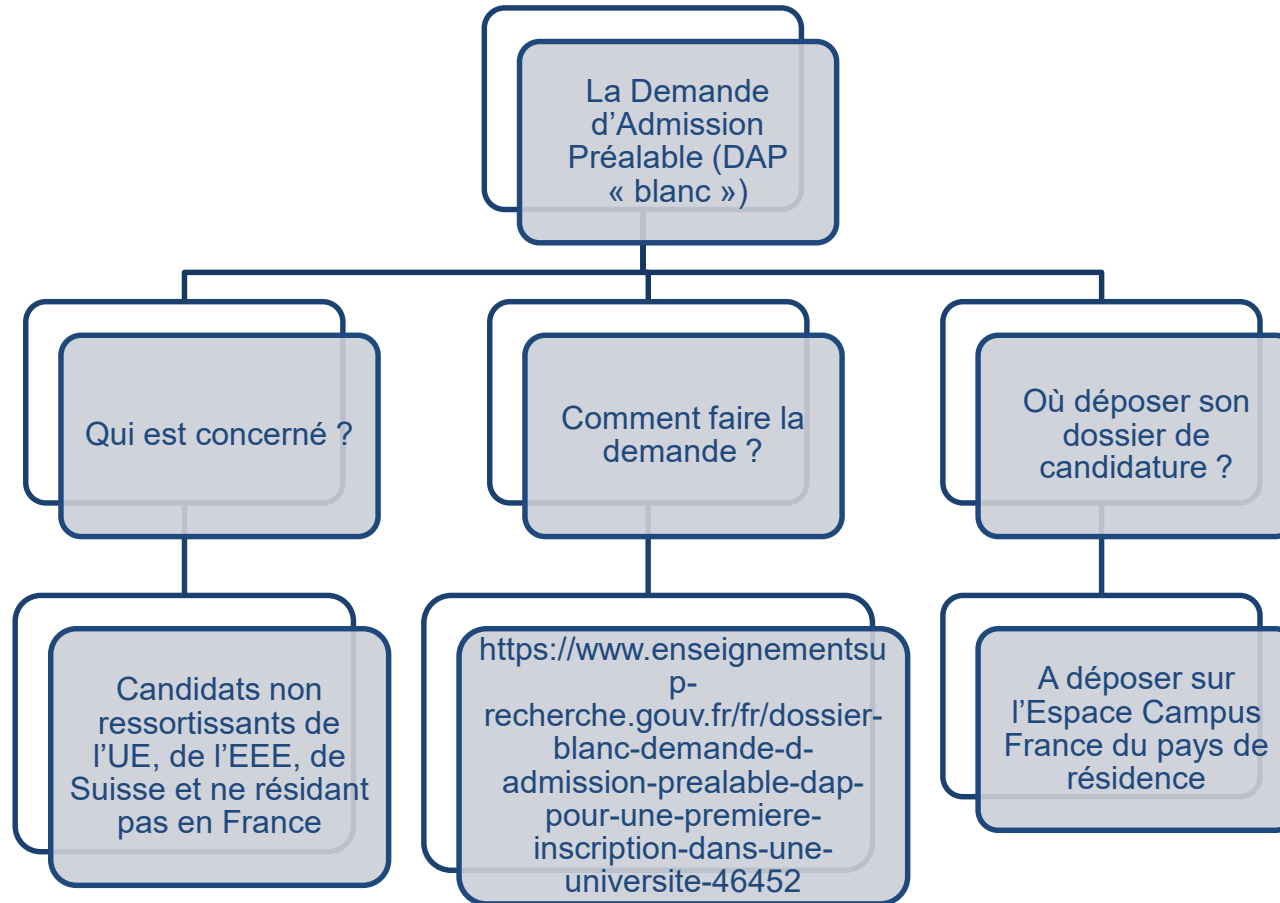
Sont dispensés :

- Les boursiers du gouvernement français ou étranger gérés par le CNOUS ou Campus France
- Les apatrides ou réfugiés politiques titulaires de la carte OFPRA
- Les enfants des diplomates en poste en France

## Liste des pays de l'UE et de l'EEE :

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, malter, Pays-Bas, Pologne, Portugal, république tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, suède + 3 états membres hors UE : Islande, Liechtenstein, Norvège.

# Candidater en 1<sup>ère</sup> année : candidats internationaux



**Campus France :**  
accompagnement des  
étudiants  
internationaux pour  
connaître les  
démarches de  
candidature

*Sont dispensés :*

- Les boursiers du gouvernement français ou étranger gérés par le CNOUS ou Campus France
- Les apatrides ou réfugiés politiques titulaires de la carte OFPRA
- Les enfants des diplomates en poste en France

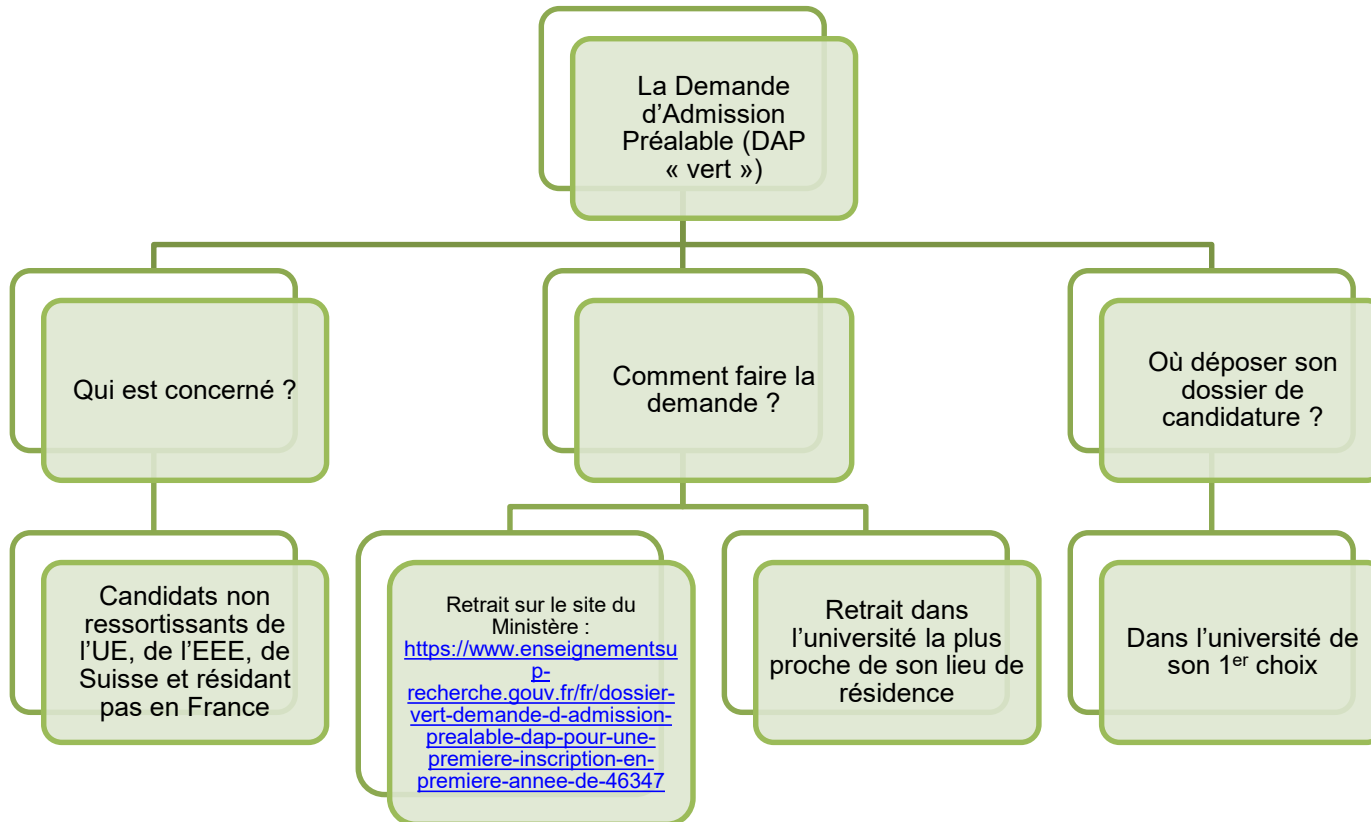
## Liste des pays de l'UE et de l'EEE :

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, malter, Pays-Bas, Pologne, Portugal, république tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, suède + 3 états membres hors UE : Islande, Liechtenstein, Norvège.



# Candidater en 1<sup>ère</sup> année : candidats internationaux

La Demande d'Admission Préalable : pour les candidats résidents sur le territoire français



*Sont dispensés :*

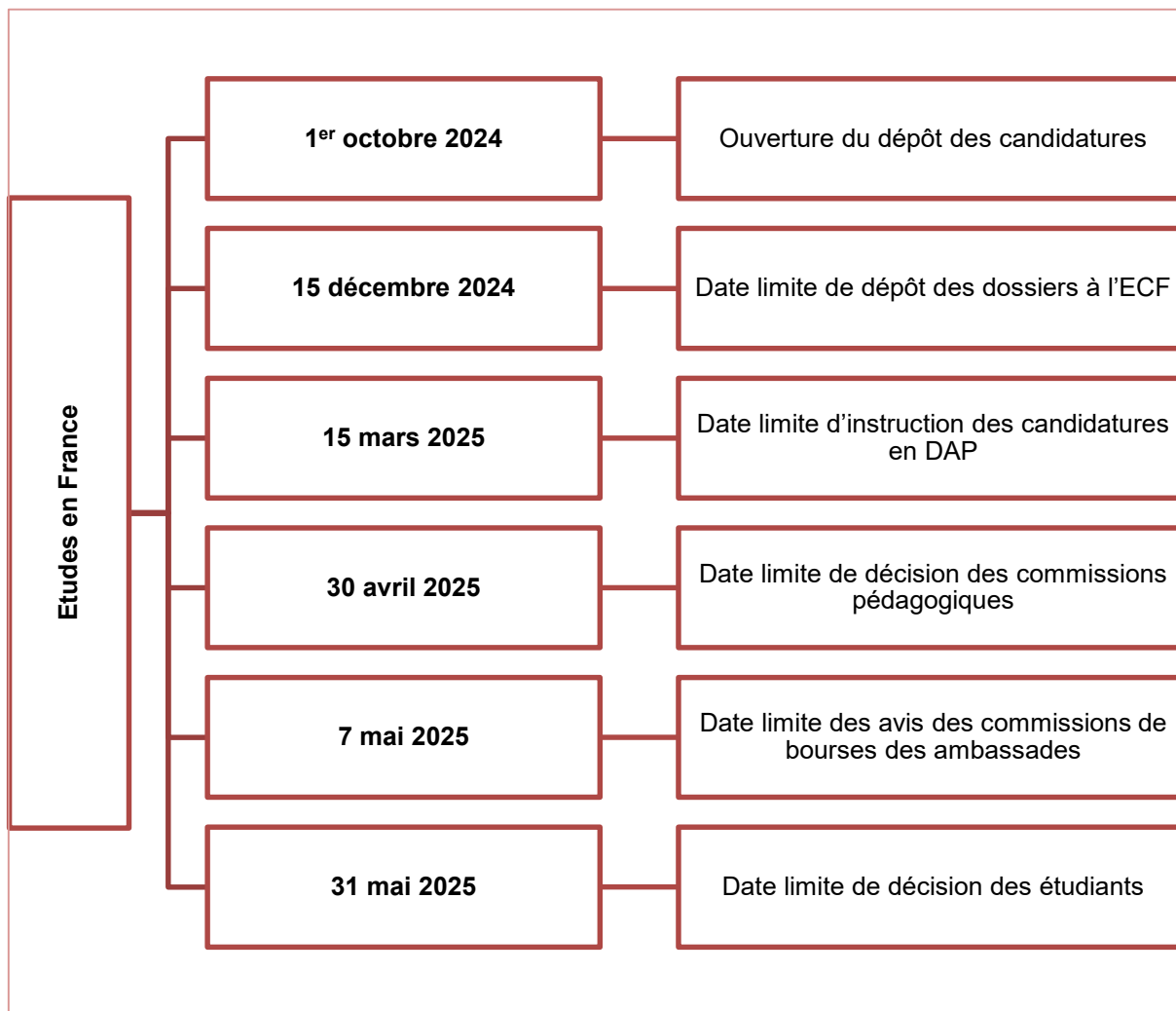
- Les boursiers du gouvernement français ou étranger gérés par le CNOUS ou Campus France
- Les apatrides ou réfugiés politiques titulaires de la carte OFPRA
- Les enfants des diplomates en poste en France

## Liste des pays de l'UE et de l'EEE :

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, malter, Pays-Bas, Pologne, Portugal, république tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, suède + 3 états membres hors UE : Islande, Liechtenstein, Norvège.

# Candidater en 1<sup>ère</sup> année : candidats internationaux

## Le calendrier : Demande d'Admission Préalable

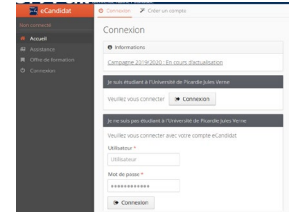


# Procédures de candidature 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> année de licence, 2<sup>ème</sup> année de Master et Licence professionnelle

**eCANDIDAT**

# CANDIDATER EN 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> ANNÉE de licence, en 2<sup>ème</sup> année de Master, en licence professionnelle, en BUT

**eCandidat** : Plateforme de candidature pour la 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> année de licence, la licence professionnelle, la 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> année de BUT, 2<sup>ème</sup> année de Master



Ecandidat : Qui est concerné ?

Candidat français titulaire d'un diplôme français (DUT, BTS, BTA...)

Candidat français titulaire d'un diplôme étranger

Elève CPGE (Etablissement non conventionné)

Candidat ressortissant d'un pays de l'E.E.E  
Candidat étranger (hors E.E.E) résident en France ET titulaire d'un diplôme étranger

Candidat étranger **RESIDANT A L'ETRANGER** (hors E.E.E) et **NON concerné** par la procédure « Etudes en France » **ET** titulaire d'un bac français, européen, international obtenu à l'étranger (hors E.E.E) ou d'un diplôme obtenu dans l'E.E.E



Passage de droit en année supérieure, si obtention de l'année n-1 dans la même mention.  
Si changement de mention : eCandidat + transfert



# CANDIDATER EN 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> ANNÉE de licence, en 2<sup>ème</sup> année de Master, en licence professionnelle, en BUT

## Calendrier

### a. Candidatures en L2, L3, LP et M2

#### e-Candidat<sup>(1)</sup> Formation Initiale

Les bornes d'ouverture et de fermeture de la plateforme E-candidat sont les suivantes :

**Bornes 2025-2026  
- Sous réserve de  
validation de la  
CFVU**

#### 1<sup>ère</sup> CAMPAGNE : Du 3 mars au 20 juin 2025

Date de formulation du vœu par le candidat	Avant le 13 juin 2025
Date limite de transmission du dossier par le candidat	Avant le 20 juin 2025
Réponse aux candidats	Avant le 4 juillet 2025
Date de confirmation du candidat	Avant le 11 juillet 2025

#### 2<sup>ème</sup> CAMPAGNE sous réserve d'ouverture<sup>(2)</sup> : Du 18 au 30 août 2025

Date de formulation du vœu par le candidat	Avant le 22 août 2025
Date limite de transmission du dossier par le candidat	Avant le 29 août 2025
Réponse aux candidats	Avant le 5 septembre 2025
Date de confirmation du candidat	Avant le 12 septembre 2025

# Procédures de candidature 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> année de licence, 2<sup>ème</sup> année de Master et Licence professionnelle (candidats internationaux)

## ETUDES EN FRANCE



# CANDIDATER EN 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> ANNÉE de licence, en 2<sup>ème</sup> année de Master, en licence professionnelle, en BUT : candidats internationaux



La demande de visa doit se faire sur la plateforme « Etudes en France »

Etudes en France

C'est quoi ?

Plateforme entièrement dématérialisée et qui permet de gérer l'ensemble des démarches d'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur

Comment candidater ?

<https://pastel.diplomatie.gouv.fr/etudesenfrance/dyn/public/authentication/login.html>

Qui est concerné ?

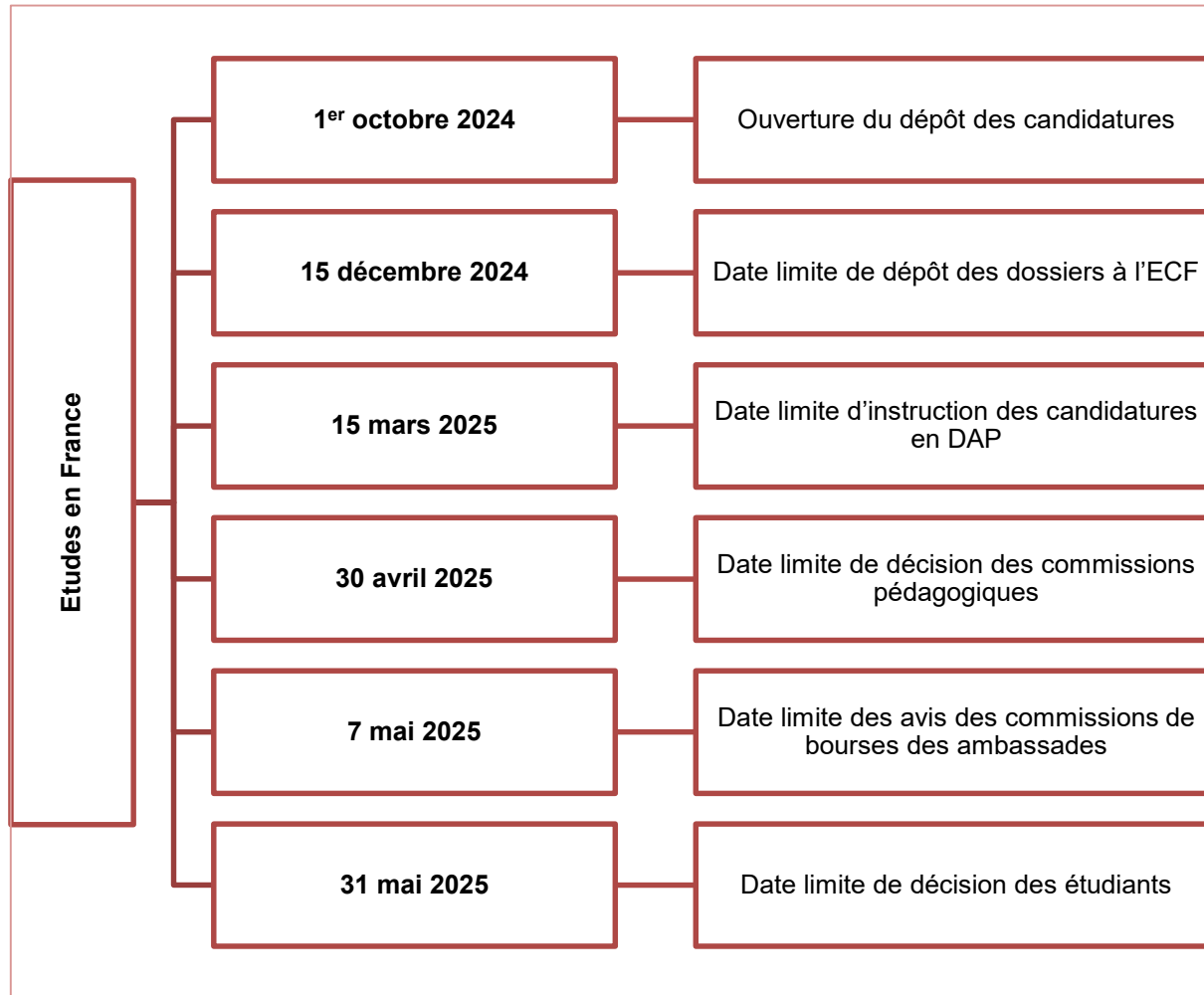
Candidat de nationalité étrangère (hors UE) dans l'un des pays concerné par la procédure « Etudes en France » et titulaire d'un bac étranger

## Liste des pays à procédure « Etudes en France »

Afrique du Sud, Algérie, Arabie Saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bénin, Birmanie, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Corée du Sud, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Emirats arabes Unis, Equateur, Etats-Unis, Ethiopie, Gabon, Géorgie, Ghana, Guinée, Haïti, Hong-Kong, Inde, Indonésie, Iran, Israël, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Madagascar, Malaisie, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Népal, Nigéria, Pakistan, Pérou, Qatar, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, République dominicaine, Royaume-Uni, Russie, Rwanda, Sénégal, Singapour, Taïwan, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Vietnam.

**CANDIDATER EN 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> ANNÉE de licence, en 2<sup>ème</sup> année de Master, en licence professionnelle, en BUT : candidats internationaux**

## Le calendrier Etudes en France



# Procédures de candidature en 1<sup>ère</sup> année de Master

## MON MASTER



**La plateforme nationale des masters**

S'informer, candidater, se décider



# CANDIDATER EN 1<sup>ère</sup> ANNÉE DE MASTER



## C'est quoi ?

- Plateforme de candidature entièrement dématérialisée et qui permet de gérer l'ensemble des démarches d'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur

## Comment candidater ?

- <https://www.monmaster.gouv.fr/>

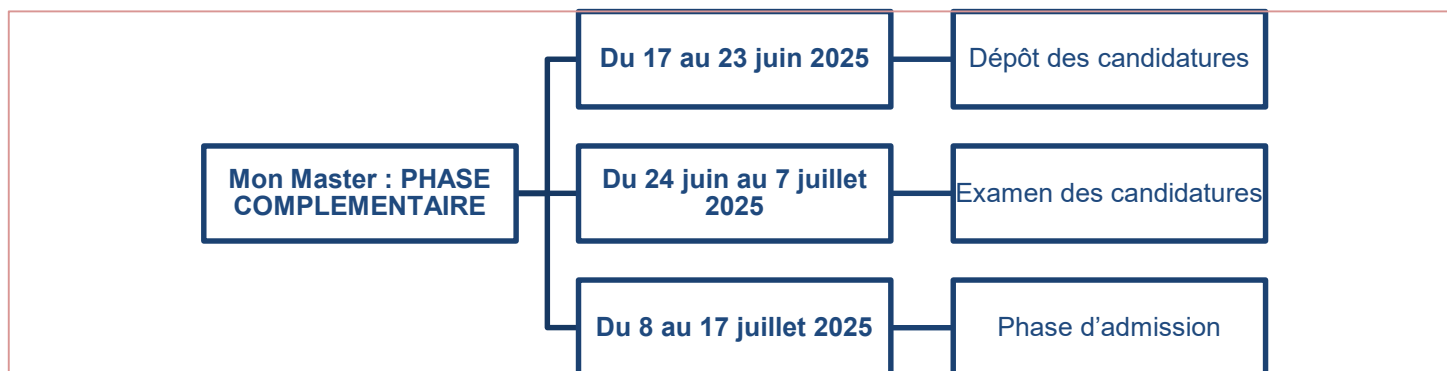
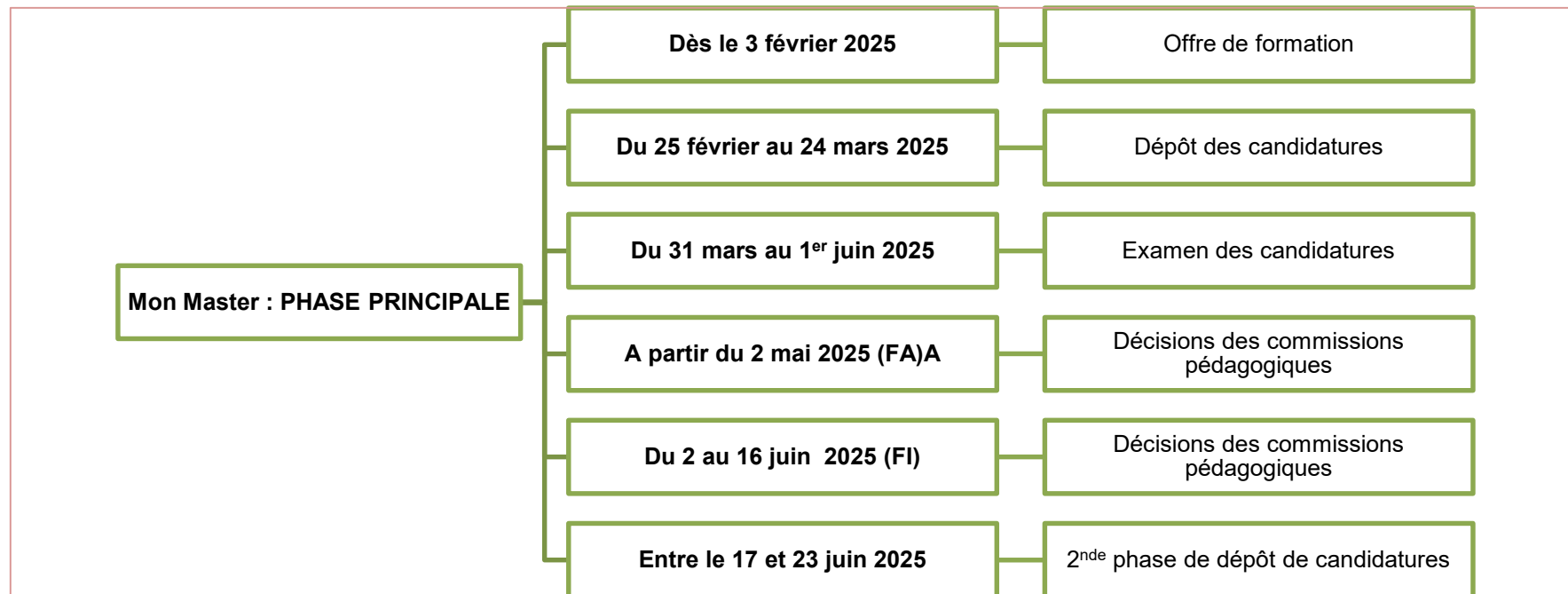
## Qui est concerné ?

- Candidat étranger **RESIDANT A L'ETRANGER** (hors E.E.E) et **NON concerné** par la procédure « Etudes en France » **ET** titulaire d'un bac français, européen, international obtenu à l'étranger (hors E.E.E) ou d'un diplôme obtenu dans l'E.E.E
- Candidat français titulaire d'un diplôme français (DUT, BTS, BTA...)
- Candidat ressortissant d'un pays de l'E.E.E
- Candidat étranger (hors E.E.E) résidant en France ET titulaire d'un diplôme étranger
- Candidat français titulaire d'un diplôme étranger

## Qui n'est pas concerné ?

- Les étudiants redoublant leur 1<sup>ère</sup> année de master (dans le même parcours de formation), les candidats souhaitant être admis en 1<sup>ère</sup> année de master par le biais d'une VES ou d'une VAP,
- les étudiants dont le cursus prévoit automatiquement l'admission en 1<sup>ère</sup> année de master, notamment les étudiants en cursus master en ingénierie (CMI),
- les candidats de nationalité étrangère (sauf ressortissants de l'E.E.E, d'Andorre, de Suisse ou de Monaco) dont le pays bénéficie du dispositif « Etudes en France »

## CANDIDATER EN 1<sup>ère</sup> ANNÉE DE MASTER Le calendrier Mon Master



# Procédures de candidature en 1<sup>ère</sup> année de Master (étudiants internationaux)

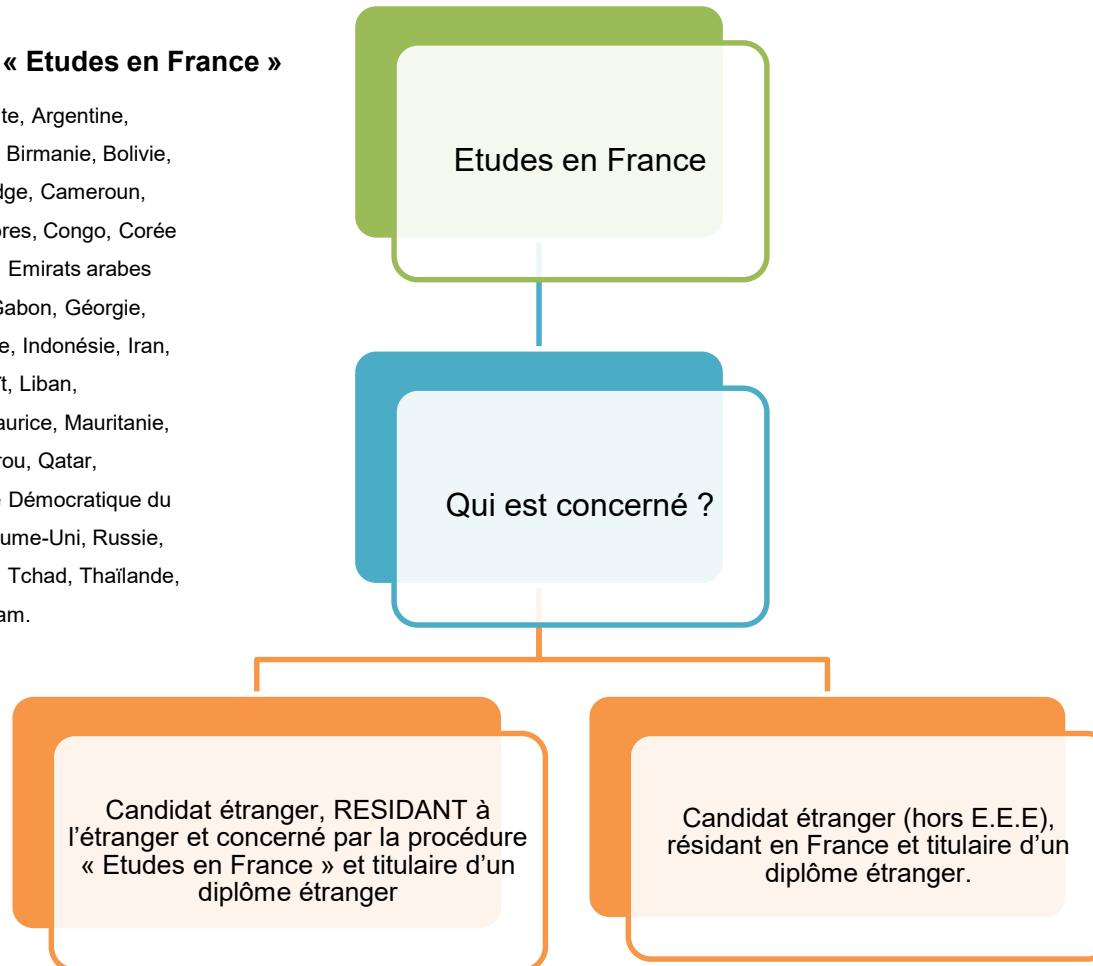
**ETUDES EN FRANCE**



# CANDIDATER EN 1<sup>ère</sup> ANNÉE de Master : candidats internationaux

## Liste des pays à procédure « Etudes en France »

Afrique du Sud, Algérie, Arabie Saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bénin, Birmanie, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Corée du Sud, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Emirats arabes Unis, Equateur, Etats-Unis, Ethiopie, Gabon, Géorgie, Ghana, Guinée, Haïti, Hong-Kong, Inde, Indonésie, Iran, Israël, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Madagascar, Malaisie, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Népal, Nigéria, Pakistan, Pérou, Qatar, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, République dominicaine, Royaume-Uni, Russie, Rwanda, Sénégal, Singapour, Taïwan, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Vietnam.



**La demande de visa doit se faire sur la plateforme « Etudes en France »**

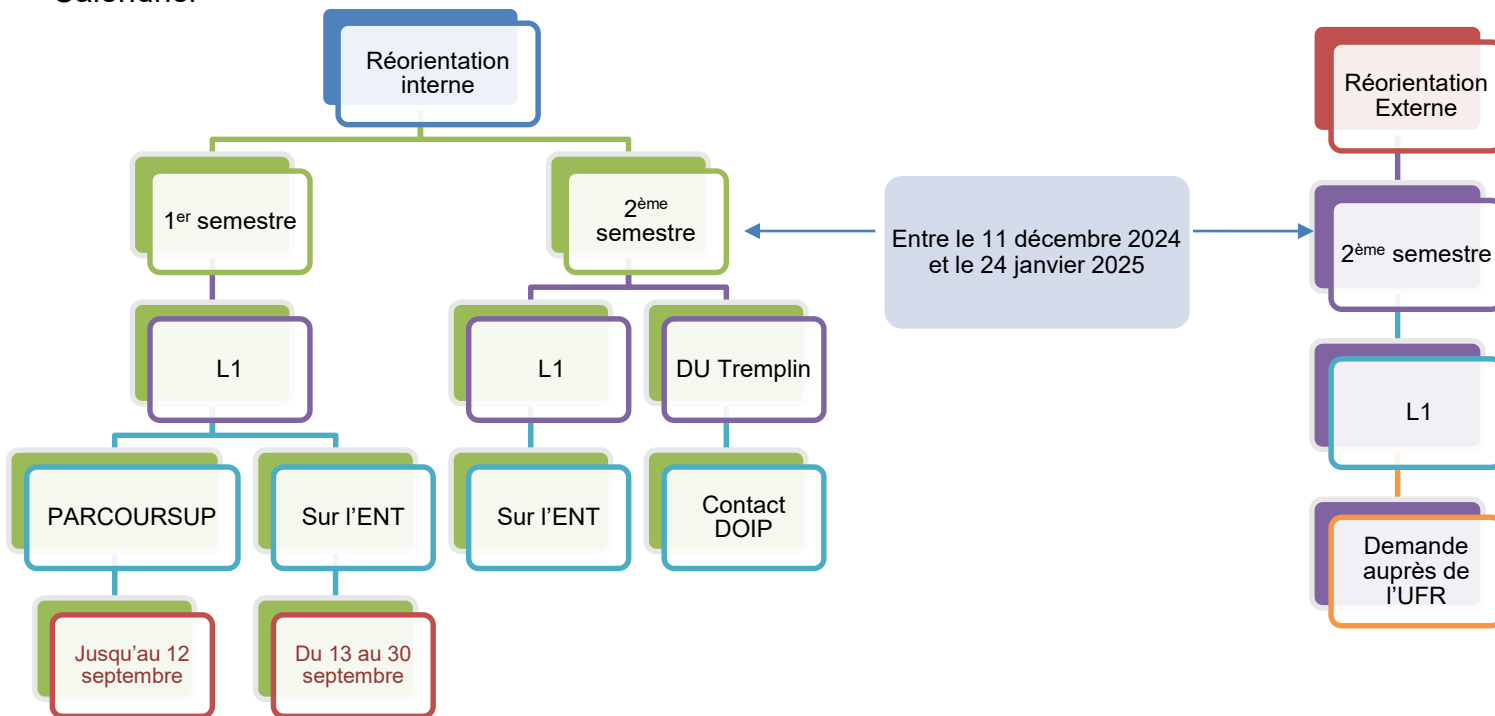
# Procédures de candidature selon le niveau

## AUTRES PROCÉDURES

# Les procédures de candidature

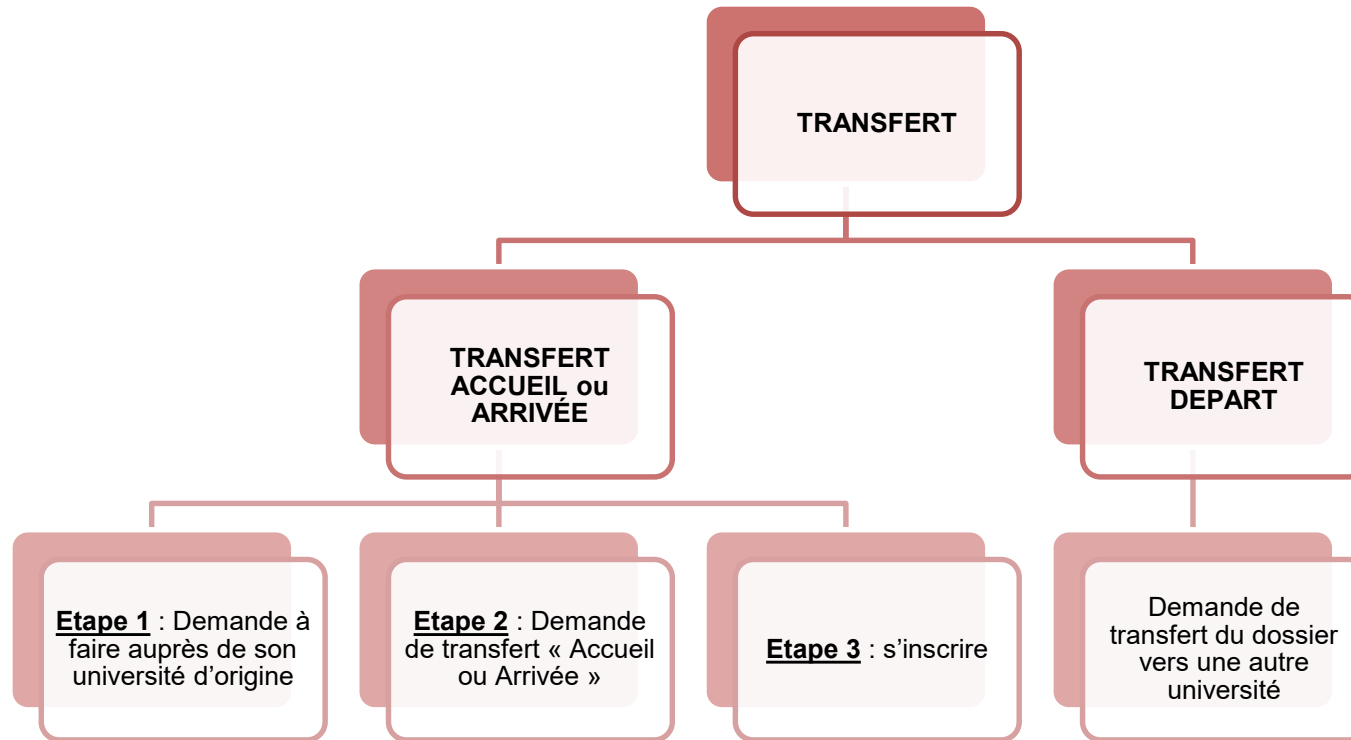
## La réorientation externe ou interne

- Pour les étudiants inscrits en licence, BTS, CPGE
- Réorientation en 1<sup>ère</sup> année
- Ne concerne pas les étudiants admis via « Etudes en France »
- Capacité d'accueil
- Contact DOIP conseillé
- Calendrier



# Les procédures de candidature

## Le transfert : Esup-Transferts

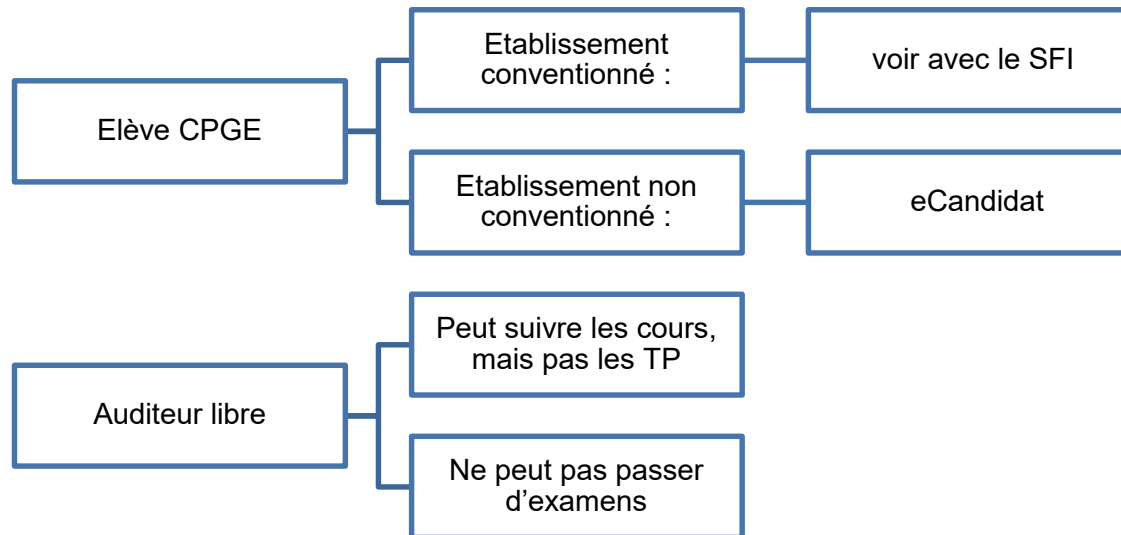


**Texte de référence : article D612-8 du code l'éducation (décret n°2013-756 du 19 août 2013) :**

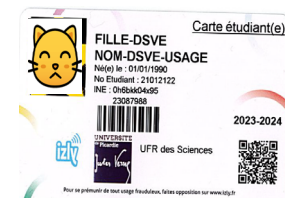
Selon l'article D612-8 du code de l'éducation : « un étudiant régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur et désirant obtenir son transfert dans un autre établissement public d'enseignement supérieur doit en faire la demande à son chef d'établissement ainsi que, sous son couvert, au chef d'établissement dans lequel il désire poursuivre ces études. Le transfert est subordonné à l'accord des deux chefs d'établissement. Dans ce cas, l'inscription annuelle prise dans l'établissement de départ est valable dans l'établissement d'accueil. Le chef d'établissement de départ transmet le dossier de l'intéressé au chef d'établissement d'accueil. Lorsqu'un étudiant change d'établissement, les études qu'il a effectuées sont prises en considération dans les conditions déterminées par l'établissement d'accueil, au vu de la scolarité déjà accomplie. »

# Les procédures de candidature

## Autres procédures possibles



# L'inscription administrative



# L'inscription administrative

## Les règles d'inscription

### **Pour l'étudiant :**

- Etre inscrit pour pouvoir suivre les enseignements
- L'inscription est annuelle et personnelle
- Pas d'inscription par un tiers
- Satisfaire aux conditions particulières exigées par la réglementation nationale
- Produire un dossier d'inscription
- S'acquitter des droits d'inscription
- Ne pas s'inscrire dans 2 établissements pour un même diplôme

### **Par l'établissement :**

- Délivrer une carte étudiante
- Fixer les modalités et les périodes des opérations d'inscription administrative

# L'inscription administration

## Les règles d'inscription

[Article D612-2](#) du code de l'éducation

« Nul ne peut être admis à participer en qualité d'étudiant aux activités d'enseignement et de recherche d'un établissement d'enseignement supérieur s'il n'est régulièrement inscrit dans cet établissement.

L'inscription est annuelle...

L'inscription est personnelle. Elle peut être obtenue par correspondance.

Nul ne peut se faire inscrire par un tiers... »

[Article D612-3](#) (Modifié par Décret n°2018-172 du 9 mars 2018 - art. 3)

« Toute personne qui s'inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur en qualité d'étudiant doit satisfaire aux conditions particulières exigées à cet effet par la réglementation nationale... »

[Article D612-4](#) (Modifié par Décret n°2019-345 du 19 avril 2019 - art. 1)

« L'inscription est subordonnée à la production, par l'intéressé, d'un dossier personnel ...

L'acquittement de la totalité du montant des droits d'inscription conditionne la délivrance du diplôme ... »

[Article D612-5](#) (Création Décret n°2013-756 du 19 août 2013 - art.)

« Il est délivré à tout étudiant régulièrement inscrit une carte d'étudiant... »

[Article D612-6](#) (Modifié par Décret n°2019-231 du 26 mars 2019 - art. 21)

« Les périodes et modalités des opérations d'inscription administrative sont fixées par le chef d'établissement... »

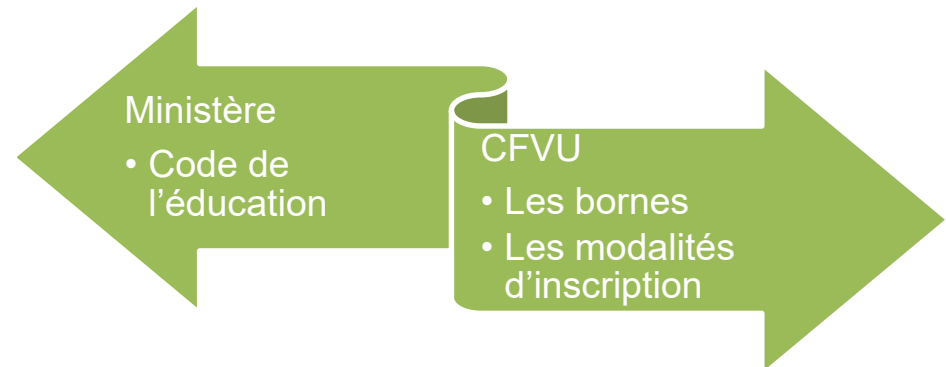
Code de l'éducation « Déroulement des études supérieures... (articles D612-2 à D612-47)

[Article D612-7](#) (Modifié par Décret n°2018-172 du 9 mars 2018 - art. 3)

« Un étudiant régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur peut obtenir son inscription dans un autre établissement public d'enseignement supérieur...

Nul ne peut s'inscrire dans deux établissements publics d'enseignement supérieur en vue de préparer un même diplôme. »

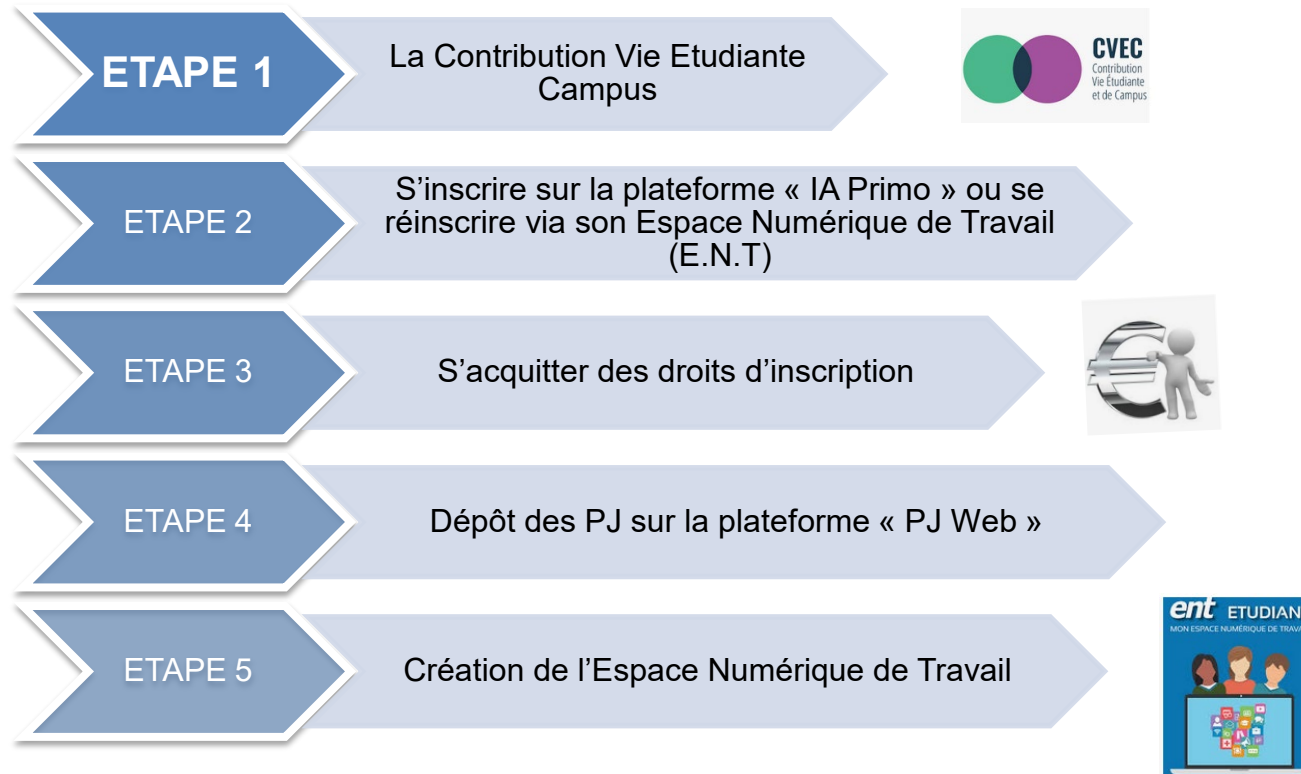
Arrêté du 3 août 2023 portant modification de l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038396885/>





# L'inscription administrative

Quelles sont les étapes pour réaliser son inscription administrative ?



# L'inscription administrative

## Etape 1 : La Contribution Vie Etudiante et Campus (CVEC)

# L'inscription administrative

## Étape n° 1 : La CVEC (Contribution Vie Etudiante et Campus)

**Acquittement  
obligatoire (sauf  
exceptions) avant  
l'inscription**



### OBJECTIFS DE LA CVEC

Financer la vie campus, et permettre aux étudiant(e)s l'accès aux soins à l'université et rénover la politique de prévention

Accompagnement social et sanitaire renforcé permettant d'accéder plus facilement aux services médicaux et sociaux

**Accueil des étudiants** amélioré, activités de découverte des campus et de l'environnement universitaire

Des événements culturels plus nombreux, des activités sportives plus diversifiées et d'avantage de projets portés par des étudiants.

- **Arrêté du 16 juillet 2019 relatif à l'acquittement de la contribution de vie étudiante et de campus.**
- **Loi n°2018-166 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants**
- Article L. 841-5 du code de l'éducation dispose que : « la contribution est due chaque année par les étudiants lors de leur inscription à une formation initiale dans un établissement d'enseignement supérieur ». Ce sont donc les étudiants inscrits en formation initiale (y compris les apprentis mais pas les stagiaires de la formation continue) inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur

# L'inscription administrative

## Étape n° 1 : La CVEC (Contribution Vie Etudiante et Campus)



- **Sont concernés tout les étudiants s'inscrivant en formation initiale y compris ceux en formation par la voie d'apprentissage**
- Sont concernés mais exonérés :
  - Les boursiers
  - Les étudiants réfugiés
  - Les étudiants bénéficiaires de la protection subsidiaire
  - Les étudiants enregistrés en qualité de demandeurs d'asile et disposant du droit de se maintenir sur le territoire.
- Ne sont pas concernés :
  - Les étudiants inscrits en lycée dans des formations BTS, DMA ou comptables
  - Les étudiants en formation continue
  - Les étudiants en échange international en France

Le [statut de réfugié](#) est accordée aux personnes suivantes :

- Étranger persécuté dans son pays et qui ne peut ou ne veut pas se réclamer de la protection de ce pays. Il doit s'agir de persécutions fondées sur la race, la religion, la nationalité, l'appartenance à un certain groupe social (y compris pour des considérations liées au genre et à l'orientation sexuelle, au risque d'excision pour les femmes) ou sur les opinions politiques. On parle d'*asile conventionnel* en référence à la Convention de Genève du 28 juillet 1951.
- Étranger persécuté dans son pays en raison de son action en faveur de la liberté. Il peut s'agir, par exemple, de militants politiques ou syndicalistes, de journalistes, d'artistes ou d'intellectuels menacés pour leur engagement en faveur de la démocratie dans leur pays. On parle d'*asile constitutionnel*.
- Étranger qui a obtenu dans son pays la protection du Haut-Commissariat des Nations unies, mais ne peut plus y rester.

### **Protection subsidiaire**

La [protection subsidiaire](#) est l'autre forme de protection.

Elle est attribuée à l'étranger qui ne remplit pas les conditions d'obtention du statut de réfugié et qui prouve qu'il est exposé dans son pays à l'un des risques suivants :

- Peine de mort ou exécution
- Torture ou peines ou traitements inhumains ou dégradants
- Menace grave et individuelle contre sa vie ou sa personne en raison d'une violence qui peut s'étendre à des personnes sans considération de leur situation personnelle et résultant d'une situation de conflit armé interne ou international.

### **Protection temporaire**

Les personnes concernées sont les étrangers non-européens qui fuient massivement leur pays ou leur région d'origine et qui ne peuvent pas y retourner. En raison notamment d'un conflit armé ou de violences ou parce qu'ils sont victimes de violations graves et répétées des droits de l'homme.

Ce dispositif exceptionnel et temporaire est autorisé par une décision du Conseil de l'Union européenne (UE). La décision définit les bénéficiaires et sa date d'entrée en vigueur.

Le dispositif est décidé pour une période d'1 an et peut être prolongé de 2 ans maximum.

Le Conseil de l'UE peut à tout moment y mettre fin si la situation dans le pays d'origine permet un retour sûr et durable des personnes déplacées.

# L'inscription administrative

## Etape n° 1 : La CVEC (Contribution Vie Etudiante et Campus)



- Paiement en ligne : <https://cvec.etudiant.gouv.fr>
- Montant dû de 103 € (montant 2024/2025), qui s'ajoutent aux frais d'inscription (arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription).
- Remboursement possible de la cotisation **auprès du Crous** à compter du 15 septembre 2024 et jusqu'au 31 mai 2025, si éligible à l'exonération (boursier, entré dans un cursus exempté de la contribution ou si paiement de la CVEC si pas obtention du bac).

# L'inscription administrative

## Etape 2 : L'inscription en ligne

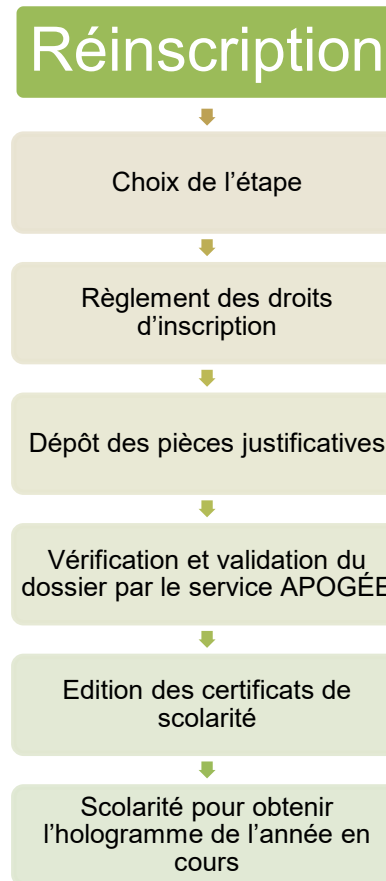
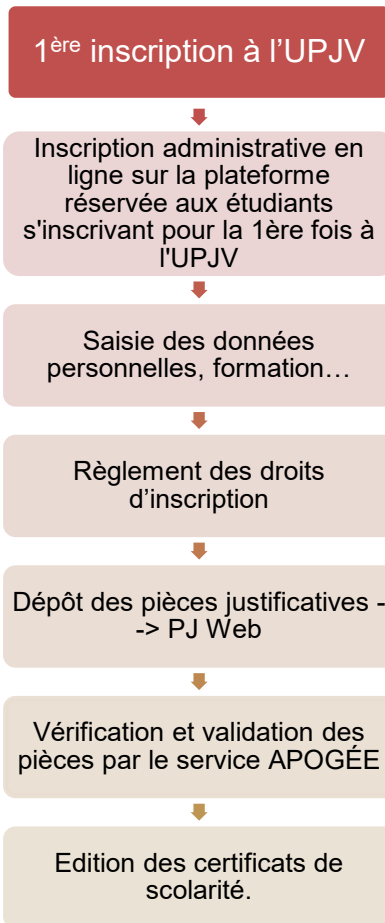


# L'inscription administrative

**Etape n° 2 :** S'inscrire sur la plateforme « IA Primo » (1<sup>ère</sup> inscription à l'UPJV) ou se réinscrire via son Espace Numérique de Travail (E.N.T)



Dès lors que le candidat a reçu un avis favorable un numéro OPI (Opération Préalable à l'Inscription) lui est délivré ; ce numéro permet une inscription plus rapide puisque les données sont pré-renseignées.





# L'inscription administrative

## Etape 3 : S'acquitter des droits d'inscription



# L'inscription administrative

## Etape n° 3 : Droits d'inscription



**Arrêté du 3 août 2023 portant modification de l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur :**

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038396885/>

Diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire/Diplôme d'études spécialisées (DES) de chirurgie dentaire (y compris thèse)		
Option ou formation spécialisée transversale (1)	517 €	345 €
Thèse conduisant au Diplôme d'Etat de docteur en pharmacie et chirurgie dentaire dans le cadre du 3e cycle long (2)	391 €	260 €
Thèse conduisant au Diplôme d'Etat de docteur en médecine (2 bis)	391 €	260 €
Usagers préparant un <b>diplôme d'études spécialisées complémentaires de santé</b>	Taux	Taux réduit
Diplôme d'études spécialisées complémentaires de médecine et de biologie médicale (3)	517 €	345 €
Usagers mentionnés au 2° de l'article R. 632-5 du code de l'éducation	Taux	Taux réduit
Candidats mentionnés au 2° de l'article R. 632-5 du code de l'éducation	250 €	164 €
Usagers préparant un <b>autre diplôme paramédical</b>	Taux	Taux réduit
Certificat de capacité d'orthoptiste	340 €	226 €
Certificat de capacité d'orthophoniste	555 €	369 €

Taux réduit applicable à une double inscription dans un diplôme national ou à une année de césure

Montant des droits d'inscription à compter de l'année universitaire 2023-2024 pour les usagers relevant des articles 3 à 6 du présent arrêté	Montant pour l'année universitaire 2024-2025	
Catégorie d'usagers	Montants en euros	
Elèves inscrits dans une classe préparatoire aux grandes écoles d'un lycée public préparant un diplôme national de 1er cycle	175 €	
Usagers préparant un diplôme national relevant <b>du premier cycle</b>	Taux	Taux réduit
Certificat de capacité en droit	175 €	116 €
Diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU)		
Diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST)		
Diplôme universitaire de technologie (DUT)		
Licence		
Licence professionnelle		
Diplôme de formation générale en sciences médicales (DFGSM)		
Diplôme de formation générale en sciences pharmaceutiques (DFGSP)		
Diplôme de formation générale en sciences odontologiques (DFGSO)		
Diplôme de formation générale en sciences maïeutiques (DFGSMa)		
Usagers préparant un diplôme national relevant <b>du deuxième cycle</b>	Taux	Taux réduit
Diplôme national de master	250 €	164 €
Diplôme de recherche technologique		
Diplôme de formation approfondie en sciences médicales (DFASM)		
Diplôme de formation approfondie en sciences pharmaceutiques (DFASP)		
Diplôme de formation approfondie en sciences odontologiques (DFASO)		
Diplôme d'Etat de sage-femme		
Diplôme d'Etat d'infirmier en pratique avancée		
Usagers préparant un <b>diplôme d'ingénieur</b>	Taux	Taux réduit
Etudiants préparant le diplôme d'ingénieur et pour les écoles mentionnées ci-dessous ayant débuté leur cursus avant le 1er septembre 2018	618 €	413 €
Usagers préparant un diplôme national relevant <b>du troisième cycle</b>	Taux	Taux réduit
Doctorat	391 €	260 €
Habilitation à diriger des recherches	250 €	164 €
Usagers préparant un diplôme sanctionnant les formations dispensées au cours <b>du troisième cycle des études médicales, odontologiques et pharmaceutiques</b>		
Diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire dans le cadre du troisième cycle court (y compris thèse)		
Diplôme d'Etat de docteur en pharmacie dans le cadre du troisième cycle court (y compris thèse)		
Diplôme d'Etat de docteur en médecine/Diplôme d'études spécialisées (DES) de médecine (y compris thèse)	517 €	345 €
Diplôme d'Etat de docteur en pharmacie/Diplôme d'études spécialisées (DES) de pharmacie (y compris thèse)		

## **Les droits d'inscription : les droits différenciés**

# L'inscription administrative



## Etape n° 3 : S'acquitter des droits d'inscription – **Les droits différenciés**

### Qui est concerné ?

- Depuis la rentrée universitaire 2019-2020, les étudiants extra-communautaires doivent s'acquitter de **droits** d'inscription différents de ceux des étudiants français et européens sauf exception de certains cas déterminés dans le cadre national d'exonération.

### Quels sont les diplômes concernés ?

- Les diplômes nationaux de cycle de licence
- Les diplômes nationaux de cycle de master
- Les titres d'ingénieurs
- Habilitation à Diriger des Recherches (HDR)
- Doctorat d'université
- 3èmes cycles (longs) des études médicales, odontologiques et pharmaceutiques
- Diplômes Universitaires (DU)
- Formation continue

### Quel est le montant des droits différenciés ?

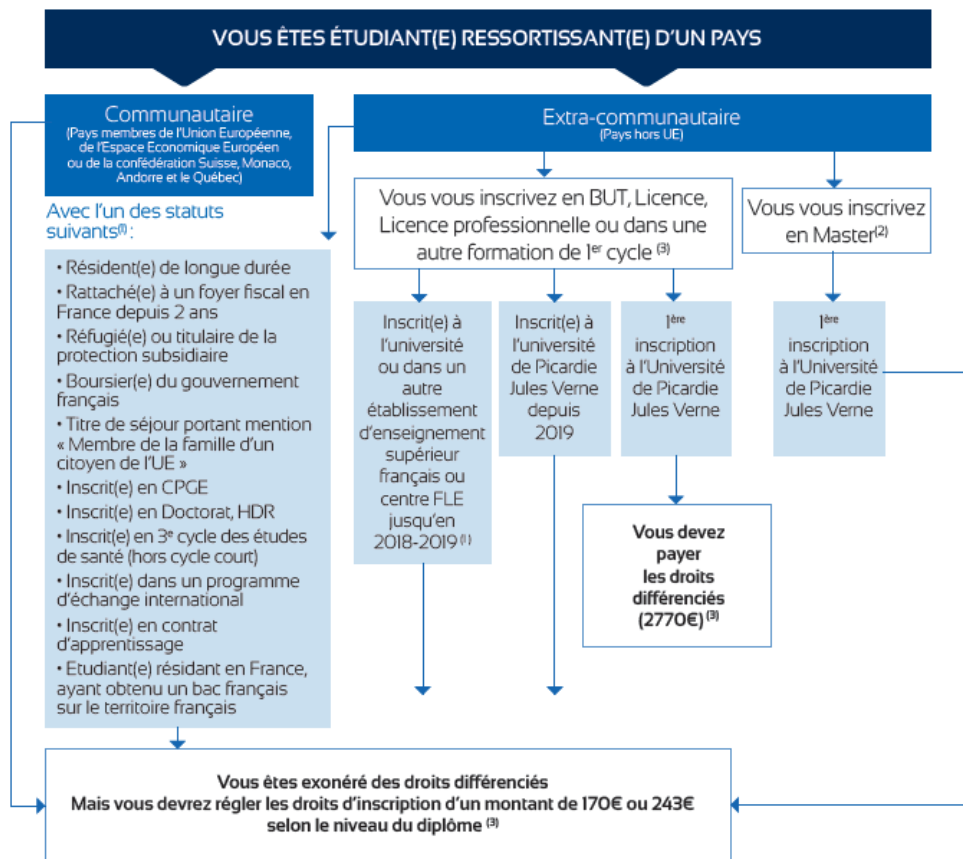
- Le montant des droits différenciés est fixé par arrêté ministériel.

### Peut – on être exonérer des droits différenciés ?

- Par décision de l'établissement
- Selon sa situation

# L'inscription administrative

## Etape n° 3 : Les droits différenciés



Arrêté du 3 août 2023 portant modification de l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur



Niveau licence : 2850 €

Niveau Master : 3870 €

(1) uniquement sur présentation d'un justificatif

(2) décision CA du 14/12/2022 – CA 2022-12-n°02

(3) Arrêté du 11 mai 2022 portant modification de l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur.

## **Les droits d'inscription : les exonérations ou aides financières**

# L'inscription administrative

S'acquitter des droits d'inscription : Exonérations ou aides financières



## EXONÉRATION totale du montant total des droits d'inscription

- Les boursiers
- Les pupilles de la nation
- Les stagiaires de la FC en contrats d'alternance

## EXONÉRATION des droits d'inscription par décision de l'établissement

- Les personnels UPJV titulaires et contractuels bénéficiant d'un contrat de travail d'une durée minimum de 1 an
- Les enfants de ces mêmes personnels
- Les étudiants demandeurs d'asile
- Les demandeurs d'emploi non indemnisés au titre du chômage
- Les personnes détenues en milieu fermé

Délibération CA 2022-12-n°04  
portant approbation des  
exonérations des droits  
d'inscription à compter de  
l'année universitaire 2023-2024

## EXONÉRATION partielle des droits différenciés par décision de l'établissement

- Les étudiants extracommunautaires néo-entrants à l'UPJV s'inscrivant dans une formation préparant à un diplôme national de Master
- Ayant déjà été inscrits au moins 1 fois à l'UPJV, dans une formation préparant à un diplôme national
- Ayant obtenu leur baccalauréat en France, dans un lycée français
- Les mineurs et anciens mineurs isolés pris en charge à leur arrivée en France par l'aide sociale à l'enfance et n'ont pas encore été régularisés

## EXONÉRATION individuelle par décision de l'établissement

- Selon la situation personnelle, une aide exceptionnelle peut être accordée par l'UPJV
- Décision accordée ou pas, par une commission de validation (VP étudiant et Directeur de la Vie Etudiante)

# L'inscription administrative

## Etape n° 3 : La bourse sur critères sociaux



**Les bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux sont accordées aux étudiants sous certaines conditions :**

### de la **nationalité** de l'étudiant

- être de **nationalité française ou européenne** (d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État faisant partie de l'espace économique européen comme la Suisse). Pour les étudiants d'une **autre nationalité**, ces derniers doivent bénéficier d'un titre de séjour valide, être domicilié en France depuis au moins deux ans et être rattaché à un foyer fiscal (père, mère ou tuteur légal) situé en France depuis au moins deux ans ;

### de l'**âge** de l'étudiant

- avoir moins de **28 ans (\*)** au 1er septembre de l'année universitaire pour une première demande de bourse. Cette limite d'âge est prolongée d'un an par enfant élevé et en fonction de la durée du volontariat dans les armées ou du volontariat civil (service civique). Pas de **limite d'âge pour les étudiants en situation de handicap** reconnus par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées ;

### de la **formation** et du **pays** dans laquelle celle-ci est suivie

- **être inscrit en formation initiale** en France ou dans un État membre du Conseil de l'Europe dans un établissement d'enseignement public ou privé et qui peut accueillir des boursiers ([liste des formations éligibles à la bourse](#)). Les étudiants français ou originaires d'un autre pays de l'Union européenne qui suivent des études supérieures dans un pays membre du Conseil de l'Europe peuvent percevoir une bourse sur critères sociaux dans les mêmes conditions qu'en France ;

### du **niveau de revenu** des parents

- l'attribution de la bourse est soumise à conditions de ressources. Ses conditions d'octroi et son montant se basent en particulier sur le **revenu fiscal** des parents de l'étudiant. Les [plafonds de ressources](#) sont actualisés chaque année dans un arrêté publié au Journal officiel de la République française.

### du **nombre de droits** à la bourse

- s'il est possible de renouveler sa bourse plusieurs fois, ce nombre **ne peut excéder 7 fois** durant la totalité de ses études supérieures.

**Un contrôle d'assiduité est demandé 2 fois par an par le CROUS. En cas d'absence(s) injustifiée(s), la bourse peut-être suspendue sur décision du CROUS.**



# L'inscription administrative

## Etape n° 3 : La bourse sur critères sociaux



**Les bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux sont accordées aux étudiants sous certaines conditions :**

**Un contrôle d'assiduité est demandé 2 fois par an par le CROUS. En cas d'absence(s) injustifiée(s), la bourse peut-être suspendue sur décision du CROUS.**

**L'arrêté du 30 juillet 2019 définissant le cadre national de scolarité et d'assiduité des étudiants inscrits dans une formation relevant du Ministère de l'Enseignement Supérieur.**

**Article 1** : « Les conditions de scolarité et d'assiduité incluent l'obligation pour chaque étudiant de procéder à son inscription pédagogique, conformément au règlement de la scolarité et des études... »

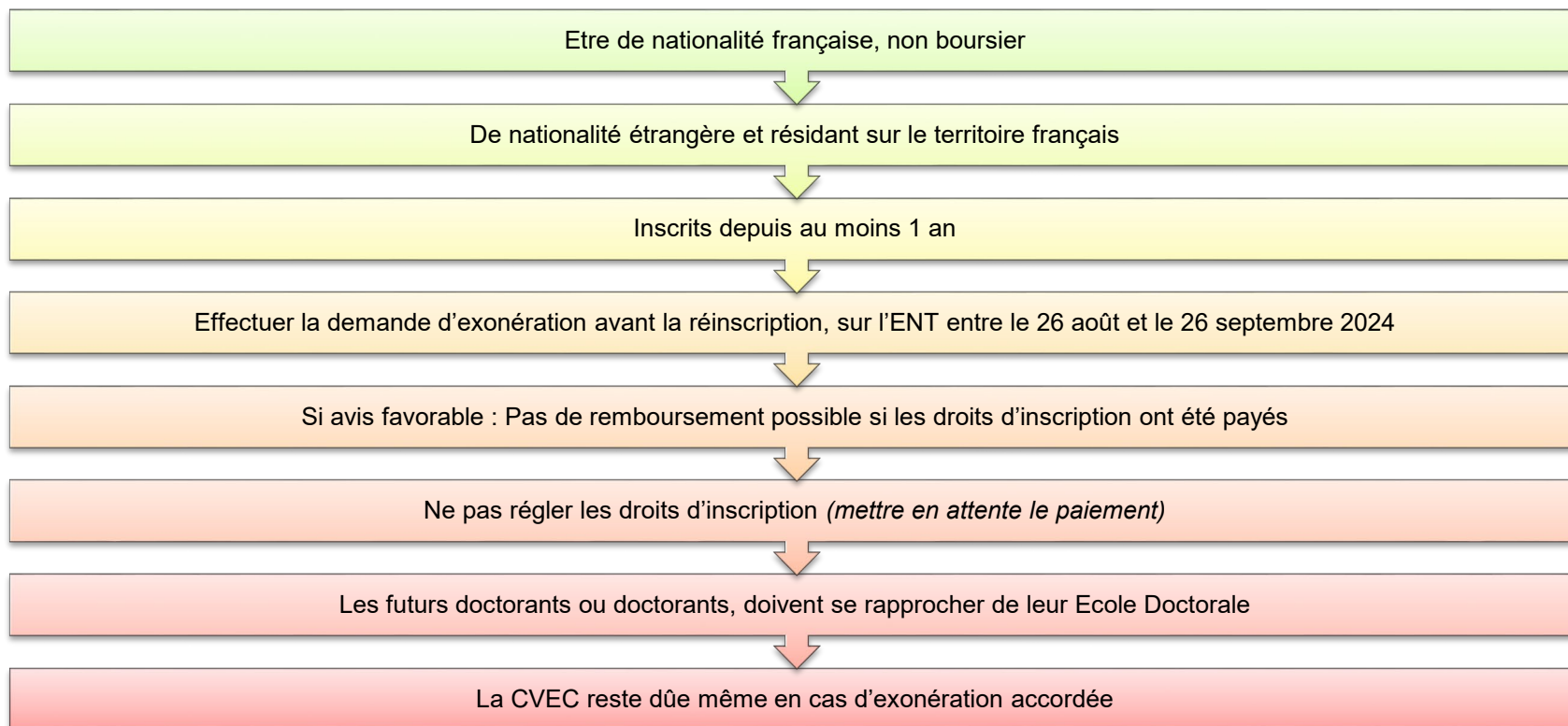
**Article 2** : « Ces conditions de scolarité et d'assiduité sont portées à la connaissance des étudiants concernés, qui sont tenus de les respecter... »

En cas de non-respect de ces conditions, l'étudiant est tenu de justifier son absence, par tous moyens, auprès du service en charge de la scolarité de son établissement d'inscription. »

**Article 3** : « Les conditions de scolarité et d'assiduité prévues à l'article 2 prennent en compte les parcours de formation personnalisés des étudiants et, notamment leurs rythmes spécifiques d'apprentissage ainsi que les dispositifs d'accompagnement pédagogique particuliers dont ils bénéficient... »

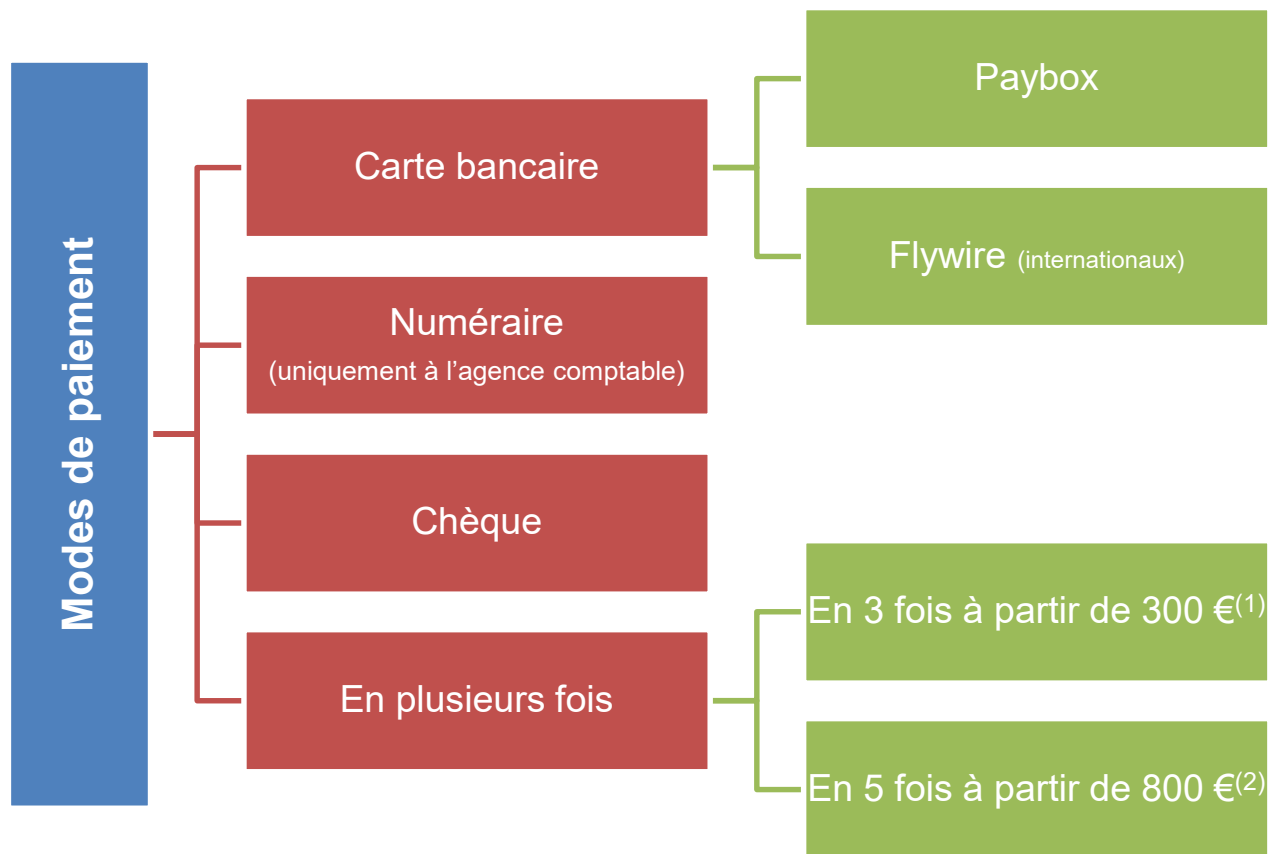
# L'inscription administrative

Exonération individuelle par décision de l'établissement



# L'inscription administrative

## Etape n° 3 : Règlement des droits d'inscription



Exemple pour un paiement à 2850 € :

- <sup>(1)</sup> En 3 fois : 1<sup>ère</sup> échéance à régler le jour même (950 €) + 2 prélèvements de 950 €
- <sup>(2)</sup> En 5 fois : 1<sup>ère</sup> échéance à régler le jour même (855 €) + 4 prélèvements de 498,75 €

# L'inscription administrative

## Etape 4 : Dépôt des pièces justificatives

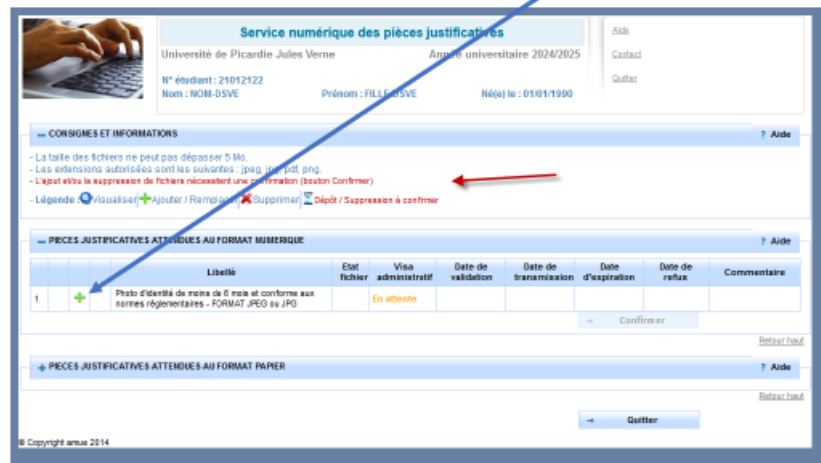


# L'inscription administrative

## Etape n° 4 : Dépôt des pièces justificatives

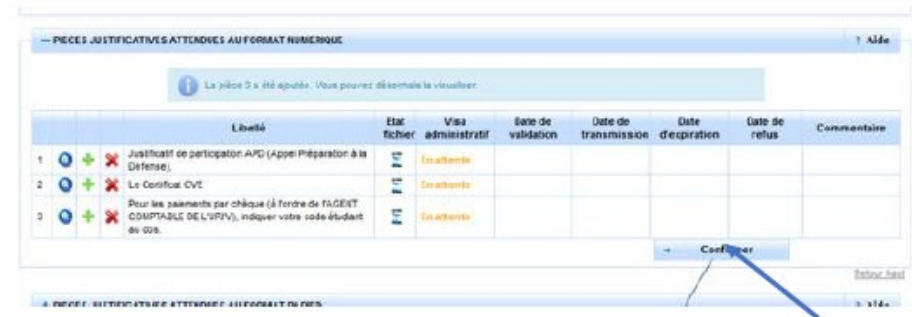


Le dépôt des pièces, se réalise en cliquant sur la croix verte



### Liste des pièces à fournir :

- Le relevé de notes du baccalauréat et/ou le diplôme du baccalauréat
- La photocopie de la carte nationale d'identité
- La photo d'identité
- L'attestation de recensement de la J.D.C (Journée Défense et Citoyenneté) (ex. J.A.P.D (Journée d'Appel pour la Défense))<sup>(1)</sup>
- Autorisation parentale, si étudiant mineur
- L'attestation d'acquittement de la CVEC (si concerné)
- La notification d'attribution de la bourse du CROUS (si concerné)
- Justificatif d'exonération pour les étudiants extracommunautaires
- **Attestation de réussite du dernier diplôme obtenu ou équivalence**
- **Certificat de l'année N-1**



Code du service national Articles L114-1 à L114-13  
J.D.C avant ces 18 ans et avant le 25 ans  
Diplômes, permis de conduire...

# L'inscription administrative

## Etape 5 : Création de l'Espace Numérique de Travail (ENT)



# L'inscription administrative

## Etape n° 5 : Création de l'Espace Numérique de Travail (ENT)

Inscription  
administrative validée

Création de  
l'ENT

Édition du certificat de  
scolarité et des droits  
payés

Délivrance  
carte  
étudiante

Université de Picardie Jules Verne  
UFR en Arts  
Rue des teinturiers  
80000 AMIENS



CERTIFICAT DE SCOLARITE

Le Président de l'Université de Picardie Jules Verne certifie que

Id. National : [REDACTED]  
N° Etudiant : 22-01-1500  
Née le [REDACTED]  
à [REDACTED] ( LOIRET )

est régulièrement inscrite pour l'année universitaire 2023/2024  
Diplôme : LICENCE ARTS PLASTIQUES  
Année : LICENCE 1 ARTS PLASTIQUES OPTION HISTOIRE DE L'ART  
Composante : UFR en Arts



*En cas de perte de la carte : 15 € pour rééditer une carte*

# L'inscription administrative

## Etape n° 5 : Création de l'Espace Numérique de Travail (ENT)

? AIDES	ADMINISTRATION	VIE ÉTUDIANTE	ÉTUDES
<ul style="list-style-type: none"> <li>Aide ENT ☆</li> <li>Aide Moodle ☆</li> <li>Contacteur une scolarité ☆</li> <li>Mémento des services numériques ☆</li> <li>Nouveaux arrivants ☆</li> <li>Sécurité informatique ☆</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Certificat et droits de scolarité ☆</li> <li>Coffre Fort ☆</li> <li>ConPeRe ☆</li> <li>Demande de recours ☆</li> <li>Exonération ☆</li> <li>Inscription Pédagogique ☆</li> <li>Mon dossier étudiant ☆</li> <li>Plateforme Pratiques Valorisées ☆</li> <li>Rendez-vous UPJV ☆</li> <li>Réinscription ☆</li> <li>Transfert externe départ ☆</li> <li>Voeux Paces ☆</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bilan de santé ☆</li> <li>Document : Changement de prénom d'usage ☆</li> <li>Document : Demande annulation ou remboursement ☆</li> <li>Document : Demande de Diplôme Intermédiaire ☆</li> <li>Document : Demande de duplicata de Diplôme ☆</li> <li>Document : Demande de réorientation interne ☆</li> <li>Document : Demande modification diplôme - Changement Etat Civil ☆</li> <li>Elections étudiantes - liste électorale ☆</li> <li>Handicap : demande d'aménagement ☆</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Activités SUAPS Etudiants ☆</li> <li>Anti-plagiat étudiant ☆</li> <li>Consultation des emplois du temps Celcat ☆</li> <li>Impression à distance BU ☆</li> <li>Orientation / Insertion ☆</li> <li>Pass Numérique : maîtriser son environnement numérique ☆</li> <li>Plateformes pédagogiques Moodle (Epione, Nautilus, Tuteltec, UPJV) ☆</li> <li>Ressources BU ☆</li> <li>Woodlap ☆</li> <li>Wooflash ☆</li> </ul>
COMMUNICATION	PRÉFÉRENCES	OUTILS	CROUS & IZLY
<ul style="list-style-type: none"> <li>Annuaire ☆</li> <li>Intranet étudiants ☆</li> <li>Mes listes de diffusion ☆</li> <li>Webmail des étudiants ☆</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Autoriser la diffusion de ma photo ☆</li> <li>Mot de passe ☆</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plateformes recherche ☆</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aide &amp; contact ☆</li> <li>Recharger mon compte Izly ☆</li> <li>Redemander un mail d'activation ☆</li> </ul>
EMPLOIS ET STAGES			
<ul style="list-style-type: none"> <li>Job Teaser ☆</li> <li>Portail des Conventions de Stages ☆</li> <li>Recrutement Job Etudiant ☆</li> </ul>			



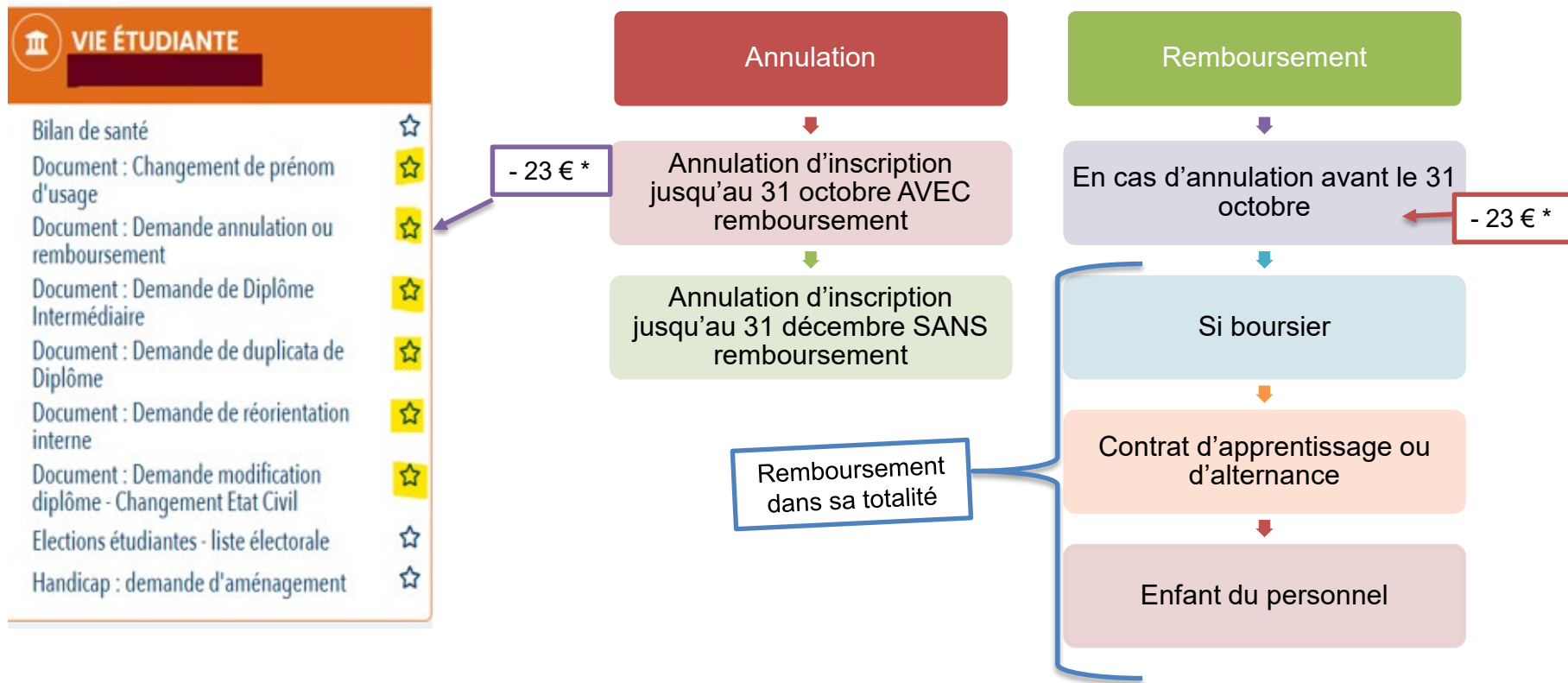
# L'inscription administrative

## Procédures administratives



# L'inscription administrative

Les procédures administratives se font sur l'ENT :



**La CVEC n'est pas remboursée par l'Université, mais par le CROUS**

# L'inscription pédagogique



# L'inscription pédagogique

## Inscription Pédagogiques



Cette page permet d'accéder aux services numériques d'Inscription Pédagogique de votre année universitaire en cours.  
Elle est destinée aux étudiants de l'UPJV.

Procédez à votre inscription pédagogique

Consultez votre contrat pédagogique et imprimez-le

## ADMINISTRATION

Certificat et droits de scolarité	☆
Coffre Fort	☆
ConPeRe	☆
Demande de recours	☆
Exonération	☆
Inscription Pédagogique	☆
Mon dossier étudiant	☆
Plateforme Pratiques Valorisées	☆
Rendez-vous UPJV	☆
Réinscription	☆
Transfert externe départ	★
Voeux Paces	☆

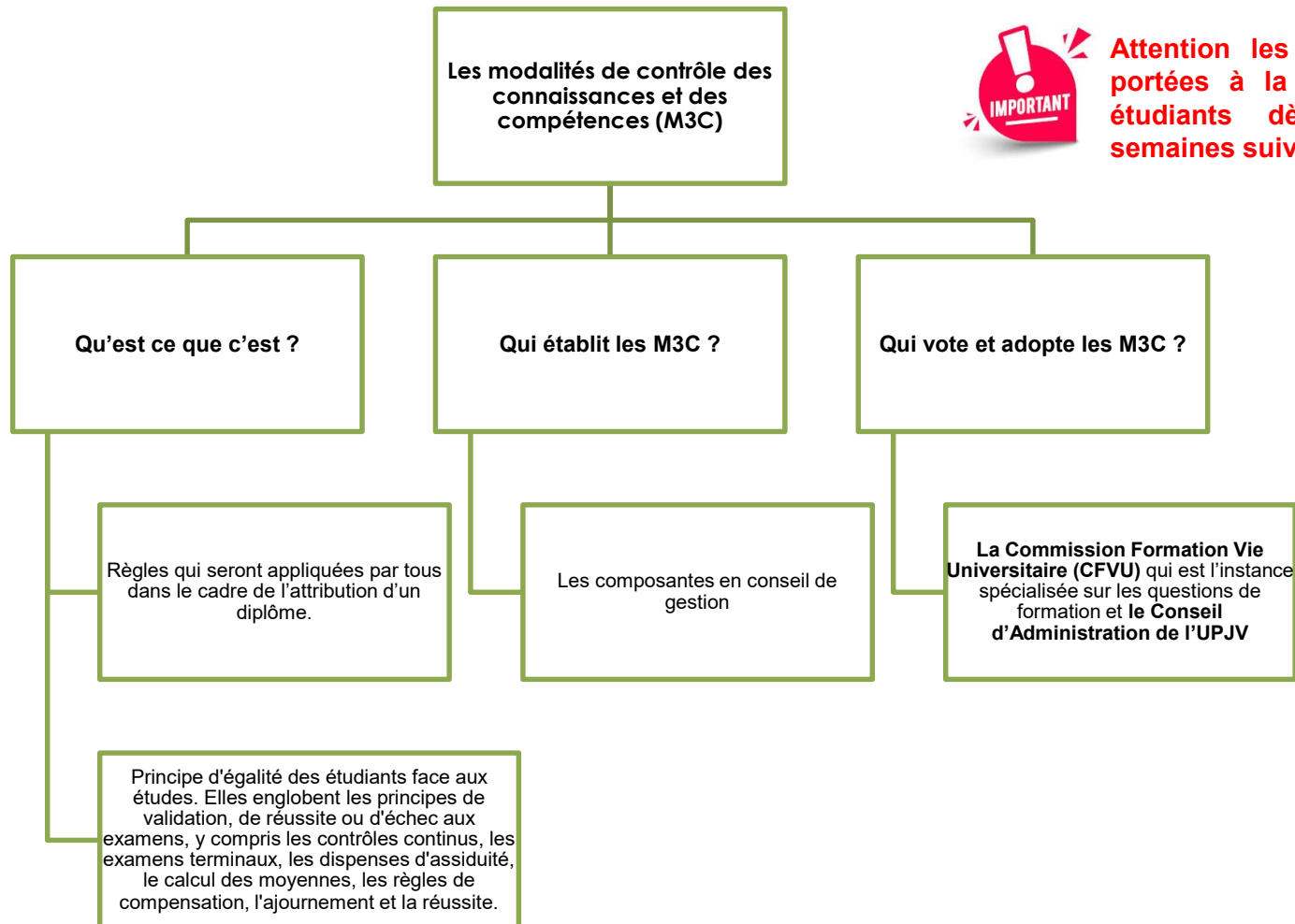
L'inscription pédagogique :

- est complémentaire de l'inscription administrative, et relève du domaine des composantes,
- permet d'être inscrit aux éléments pédagogiques obligatoires et optionnels de la formation, de type :
  - Unités d'enseignements (UE)
  - Eléments constitutifs (EC)
- En ligne via l'ENT.
- La réalisation des IP permet aux scolarités pédagogiques de :
  - déterminer le nb d'étudiants inscrits et
  - préparer les emplois du temps (via Celcat), les examens et le nombre de groupes de TD à calibrer.
- Les IP sont utilisées pour le calcul des charges.
- Etablir un contrat pédagogique.

# Les modalités de contrôle des connaissances et des compétences (M3C)



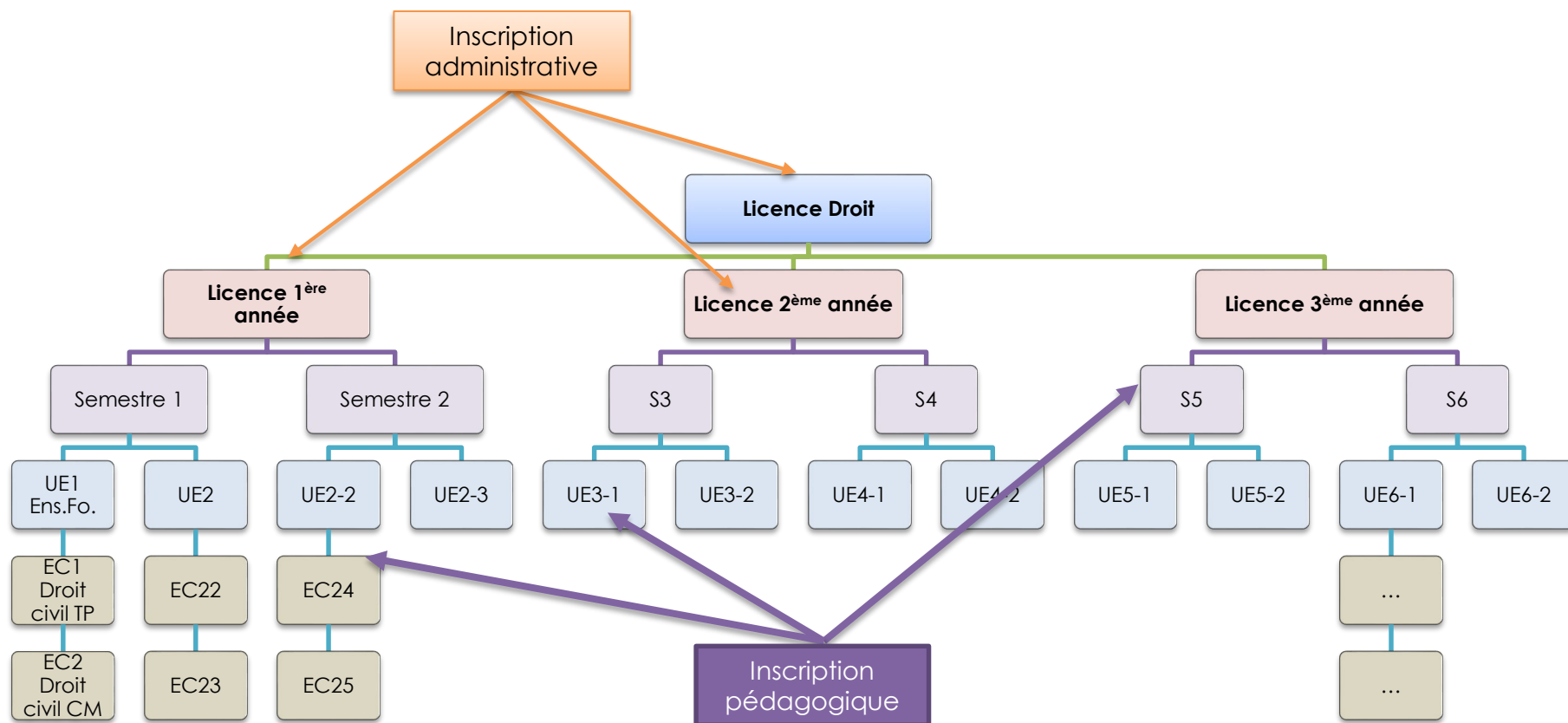
**Attention les M3C doivent être portées à la connaissance des étudiants dès les premières semaines suivant la rentrée.**



# L'inscription pédagogique

Chaque année du diplôme est :

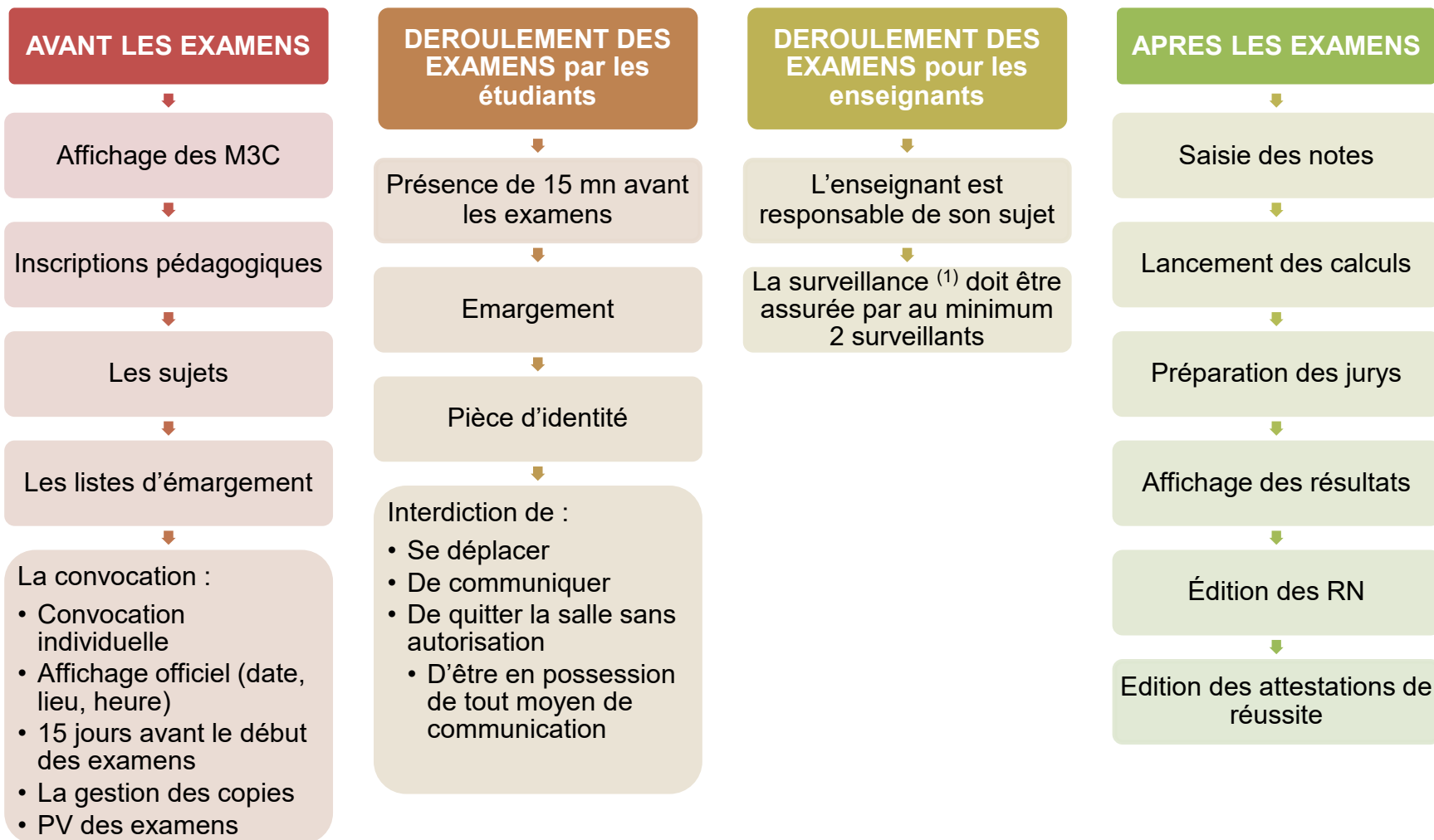
- Scindé en 2 semestres qui correspondent à 30 crédits européens (ects)
- Constitué d'unités d'enseignement (UE) obligatoires, optionnelles ou libres, généralement découpées en éléments constitutifs (EC) qui correspondent à un cours hebdomadaire pendant un semestre. A chaque EC et/ou UE est affecté un nombre de crédits (ECTS).



# Les examens et les jurys



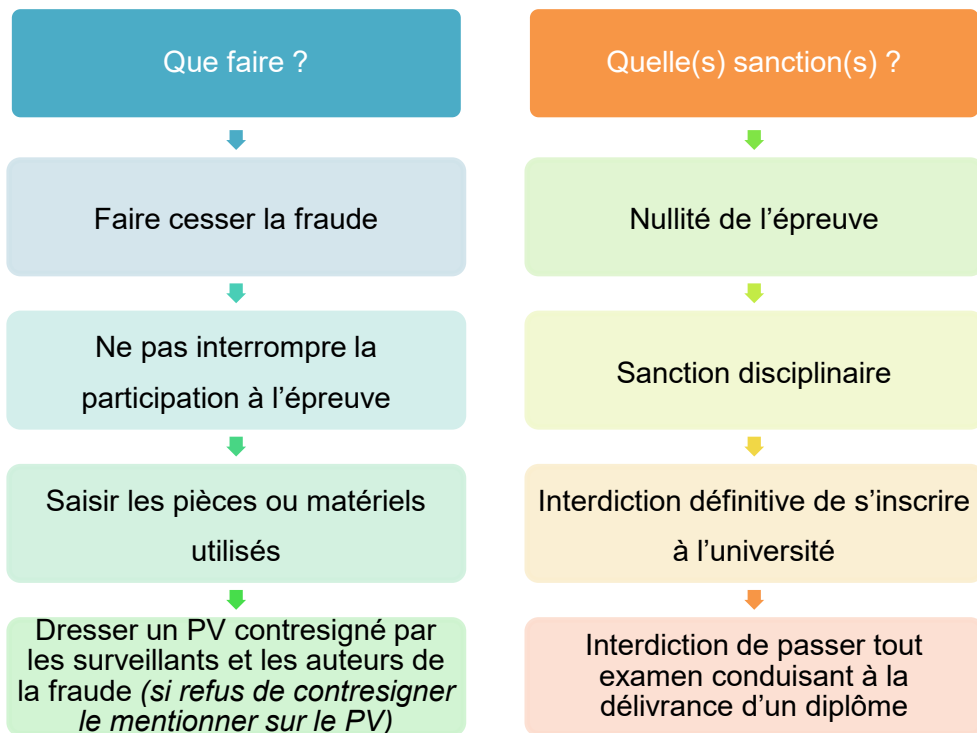
# Les examens et les jurys





# Les examens et les jurys

## Les fraudes



**Rôle de  
l'administration**

**Ne pas délivrer sans que la sanction disciplinaire soit prononcée :**

- Attestation de réussite
- Relevé de notes

# Les jurys



# Les jurys

## CONSTITUTION DU JURY

- Différente en fonction du diplôme
- Des enseignants-chercheurs, des enseignants, des chercheurs et des professionnels (IUT) qui interviennent dans la formation
- Sur proposition du directeur de la composante, le président de l'UPJV nomme le jury par un arrêté qui doit être affiché au 15 jours avant le début des épreuves.

## FONCTIONNEMENT DU JURY

- Délibérations
- Souveraineté
- Respect des M3C
- Possibilité d'harmonisation
- Publication des résultats

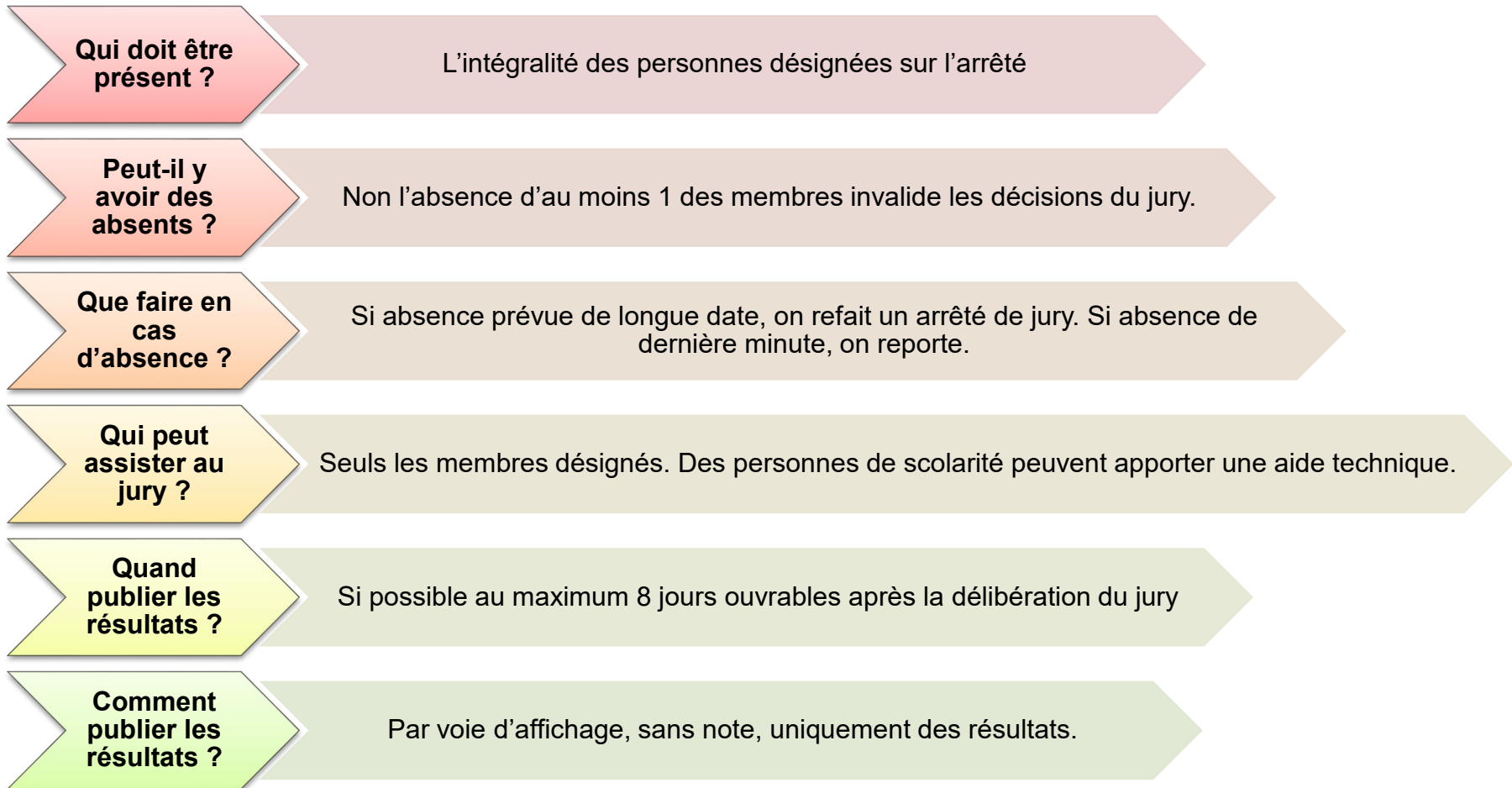
## COMPETENCES DU JURY

- Limitées aux résultats de la session qui les concernent.
- Pas de pouvoir disciplinaire

Bulletin Officiel (BO) n°10 du 9 mars 2000 - Organisation des examens dans les établissements publics de l'enseignement supérieur – Circulaire n°2000-033 du 1-3-2000

L'article 17 de la loi du 26 janvier 1984 précise que « Seules peuvent participer aux jurys et être présents aux délibérations des enseignants-chercheurs, des enseignants, des chercheurs ou, dans des conditions et selon les modalités prévues par voie réglementaire, des personnalités qualifiées ayant contribué aux enseignements, ou choisies en raison de leurs compétences, sur proposition des personnels chargés de l'enseignement ».

# Les jurys

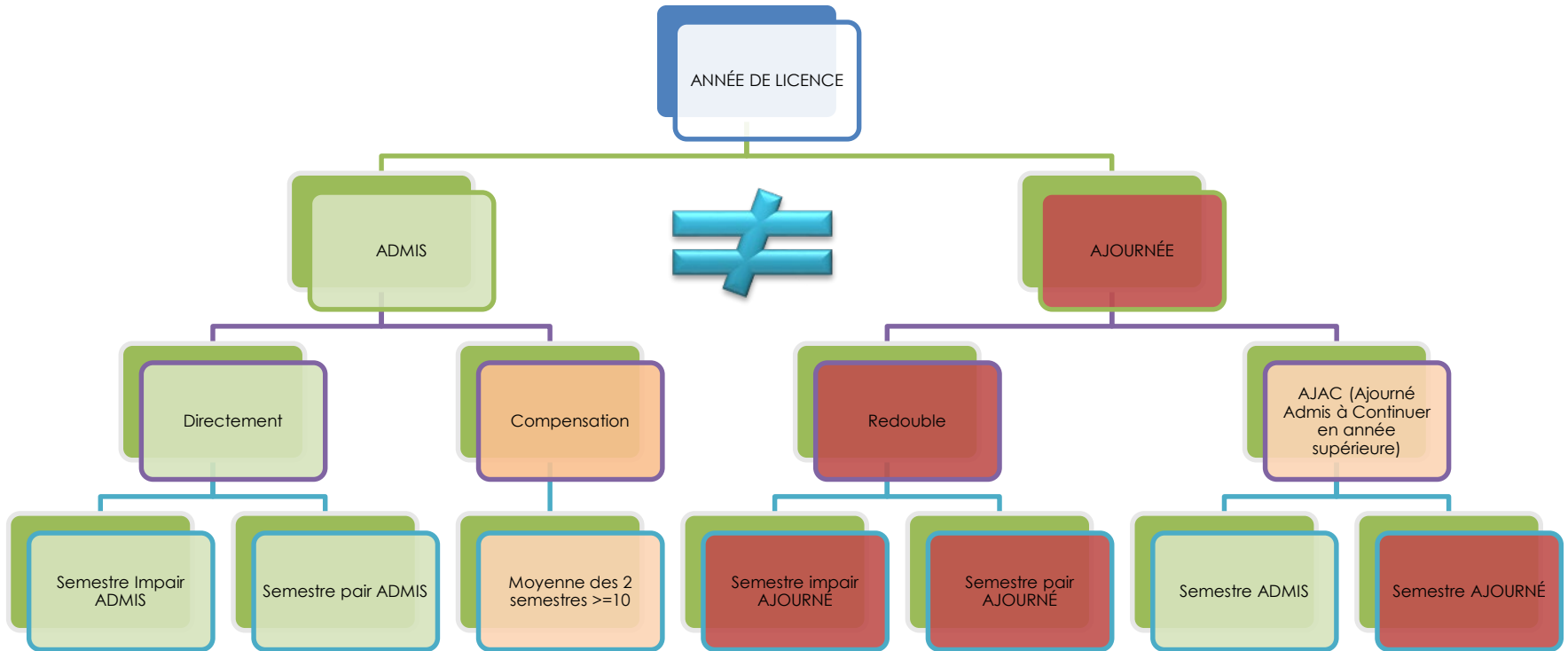


# Les résultats



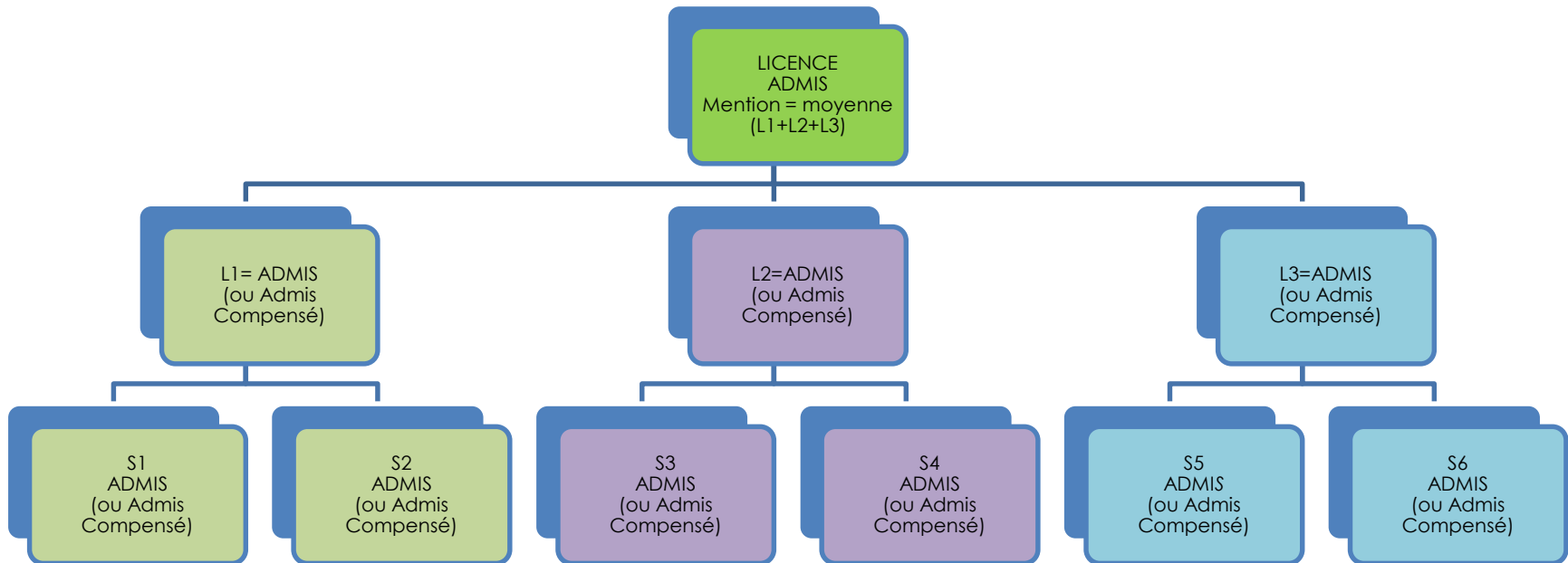
# Les résultats

## Exemple pour une année de Licence



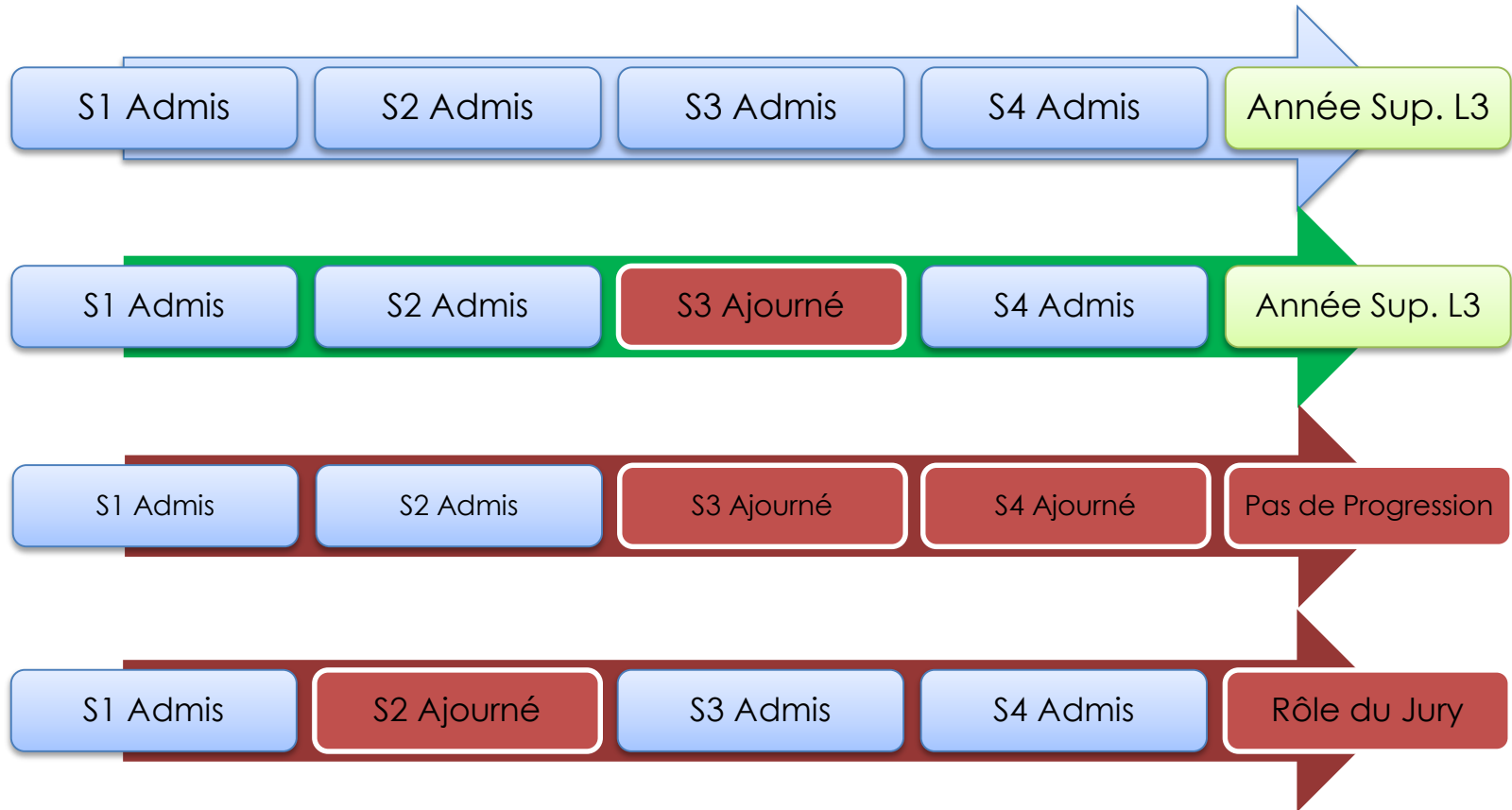
# Les résultats

## Exemple pour un diplôme



# Les résultats

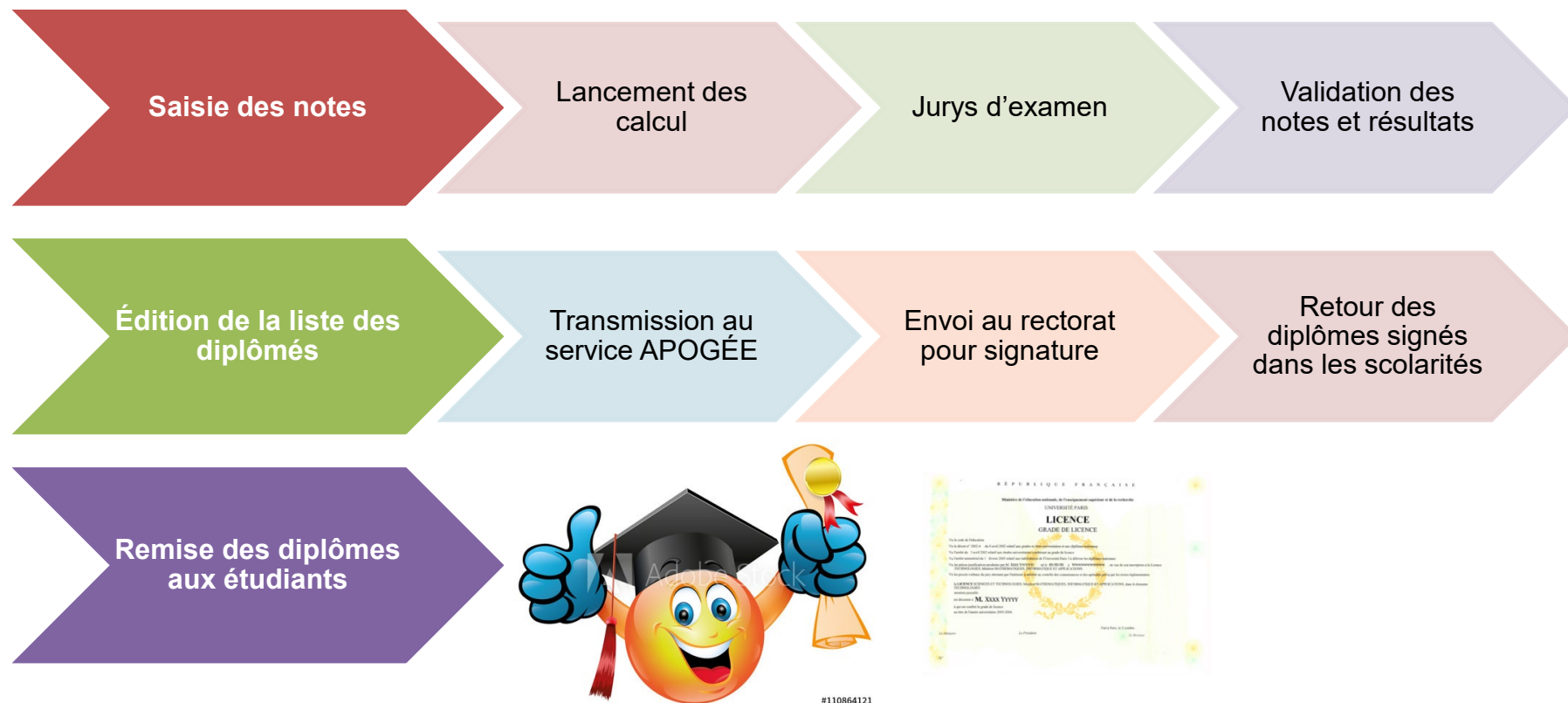
## Les règles de progression :



**Le passage en L3, n'est possible que si l'étudiant(e) a validé (admis ou compensé) sa L1.**



# Les résultats : La délivrance du diplôme



# Les résultats

## Le diplôme

Après la validation des résultats, le diplôme pourra être délivré aux étudiants.



Pour les diplômes intermédiaires, les étudiants doivent en faire la demande auprès de leur composante



La délivrance du diplôme n'est possible que si l'inscription est en règle



En cas de perte du diplôme, seul un duplicata pourra être délivré



Délivrance du diplôme et de tout ou partie des crédits européens validés en vue de son obtention



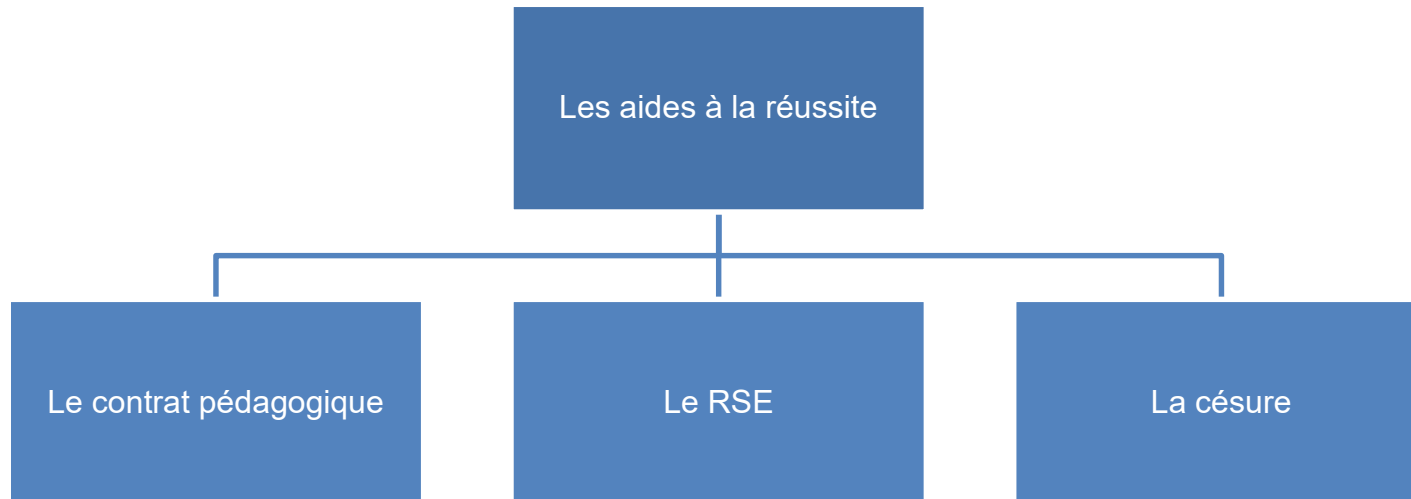
Pas possible de s'inscrire dans 2 établissements pour valider le même diplôme



# Les aides à la réussite

# Les aides à la réussite

**Bénéficier d'aménagements d'emploi du temps, d'absences justifiées ou choisir votre mode de contrôle des connaissances : contrôle continu ou contrôle continu et terminal ou examen.**



# Les aides à la réussite

Bénéficier d'aménagements d'emploi du temps, d'absences justifiées ou choisir votre mode de contrôle des connaissances : contrôle continu ou contrôle continu et terminal ou examen.

## Le contrat de réussite ou contrat pédagogique

- L'arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme de licence, précise la mise en place de contrats pédagogiques
- Prend en compte le profil, le projet personnel et professionnel, les contraintes particulières de l'étudiant. Il précise les caractéristique du parcours, et les modalités pédagogiques.
- Se réalise sous la responsabilité du directeur d'études qui élabore le contrat pédagogique pour la réussite étudiante et assure son suivi.
- Il concerne tous les étudiants de licence, avec en priorité, les étudiants :
  - identifiés « oui-si » ***Le “oui si” concerne certaines filières universitaires. Il signifie que le candidat est accepté dans la filière de son choix, mais qu'il s'engage à suivre les “parcours personnalisés” proposés par l'université.***
  - issus de filières de bac pro ou technologique ou de filières du bac général qui ne proposeraient pas les pré-requis de la formation de licence
  - Suite à des tests de positionnement en fonction des résultats aux tests
  - À leur demande qui sont concernés par le RSE
  - Qui en exprimeraient le besoin.

# Les aides à la réussite

**Bénéficier d'aménagements d'emploi du temps, d'absences justifiées ou choisir votre mode de contrôle des connaissances : contrôle continu ou contrôle continu et terminal ou examen.**

RSE : pour les étudiant(e)s

- salariés qui justifient d'une activité professionnelle d'au moins 10 heures par semaine en moyenne,
- femmes enceintes,
- chargés de famille,
- étudiants engagés dans plusieurs cursus,
- en situation de handicap,
- étudiants à besoins éducatifs particuliers,
- en situation d'altération temporaire de santé
- aux étudiants en situation de longue maladie,
- aux étudiants entrepreneurs,
- aux artistes de haut niveau,
- aux sportifs de haut niveau,
- aux étudiants exerçant des responsabilités particulières : étudiants exerçant des responsabilités au sein du bureau d'une association, étudiants accomplissant une activité militaire dans la réserve opérationnelle, étudiants réalisant une mission dans le cadre du service civique et étudiants élus dans les conseils des établissements et des centres régionaux des oeuvres universitaires.

# Les aides à la réussite

## Période de césure

- Dispositif proposé aux étudiants dont les modalités sont inscrites dans les textes cités en référence
  - Suspension temporaire des études dans le but d'acquérir une expérience personnelle ou professionnelle, soit en autonomie, soit encadré par un organisme d'accueil en France ou à l'étranger = période de césure
  - Peut être réalisée sous différentes formes (autre formation, service civique, expérience professionnelle, etc...) en France ou à l'étranger
  - La durée est de : **1 semestre minimum et 2 semestres maximum**
  - Inscription administrative **obligatoire** dans son établissement d'origine pour bénéficier du statut étudiant et des avantages liés à ce statut.
  - Frais d'inscription au tarif réduit : 113 € en licence ou 159 € en master
  - Public concerné : **les étudiants en formation initiale**
  - Bachelier qui souhaite suspendre ses études avant d'entreprendre des études supérieures
  - Etudiant inscrit dans une formation d'enseignement supérieur
  - Un accord est signé entre l'étudiant et l'établissement précisant les modalités d'accompagnement.
- 
- *Loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à la loi O.R.E (article L.611-12 du code de l'éducation)*
  - *Articles L.611-12, D.611-13 à l'article D.611-20 du code de l'éducation fixant les modalités de déroulement de cette période de suspension des études dite de « césure ».*
  - *Circulaire n°2019- 030 du 10 avril 2019 : Mise en œuvre de la suspension temporaire des études dite période de césure dans les établissements publics en précise les conditions.*
  - *Délibération de la CFVU en date du 27 mai 2021 portant sur la procédure de mise en œuvre de la période de césure.*

# Les recours



# Les recours

## le principe « Silence Vaut Accord ou Acceptation (SVA) »

### Délais et voies de recours :

Les décisions de l'administration peuvent être contestées devant la juridiction administrative.

Pour être recevable, ces contestations doivent respecter un certain nombre de règles, notamment les délais dans lesquels une décision peut-être contestée.

### Durée du délai de recours contentieux :

La juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les 2 mois à partir de la notification ou de la publication de la décision.

Pour opposer le délai de recours au requérant, celui doit être informé :

- Du délai de recours,
- Des voies de recours,
- Dans la notification de la décision.

Pour les recours en 1<sup>ère</sup> année de Master<sup>(1)</sup> : Le principe « Silence Vaut Accord ou Acceptation (SVA) » est remplacé par « **Silence Vaut Refus (SVR)** »

En l'absence de réponse dans un délai de 4 mois, le dossier de candidature est considéré comme refusé.

Le candidat peut déposer un recours auprès du Recteur (SAISINE), directement sur la plateforme « monmaster.gouv.fr »

<https://www.monmaster.gouv.fr/saisir-le-recteur>

Ne sont pas concernés les candidats ayant suivi la procédure « Etudes en France »

• [Article L. 612-6 du code de l'éducation](#) - [Article R. 612-36-3 du code de l'éducation](#) - [Article D. 612-36-3-1 du code de l'éducation](#)

• Décret n° 2022-1095 du 29 juillet 2022 relatif aux diplômes conférant grade de master et modifiant l'article D. 612-34 du code de l'éducation



# Les recours

En matière de scolarité, les demandes relèvent soit du principe, soit des exceptions, selon la répartition suivante :

PRINCIPE – Silence Vaut Acceptation	EXCEPTION – Silence Vaut Rejet
<ul style="list-style-type: none"><li>- Inscription</li><li>- Changement d'établissement</li><li>- Aménagement dans l'organisation et le déroulement des études des sportifs de haut niveau</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Délivrance de diplôme sans passer d'épreuve</li><li>- Toute réclamation ou recours contre une décision de l'université</li><li>- Exonération des frais de scolarité</li><li>- Bourses de mobilité, aide sociale, subventions de toute nature</li><li>- Aménagement de la formation pour un étudiant présentant un handicap (décret n°2014-1274)</li><li>- Admission dans une formation sélective (section techniciens supérieurs, instituts, écoles et préparation à celles-ci, grands établissements et CPGE (décret n°2014-1274)</li></ul>



**ATTENTION : le SVA ne concerne pas les M1 (sauf procédure Etudes en France)**

- Décret n°2014-1274 du 23 octobre 2014 relatif aux exceptions à l'application du principe « le silence vaut acceptation » sur le fondement de l'article 21 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, ainsi qu'aux exceptions au délai de 2 mois de naissance des décisions implicites, sur le fondement du II de cet article ;

- Décret n°2014-1275 du 23 octobre 2014 relatif aux exceptions du délai de 2 mois de naissance des décisions implicites d'acceptation prévu au II de l'article 21 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

- Décret n°2014-1276 du 23 octobre 2014 relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » sur le fondement du 4<sup>ème</sup> du I de l'article 21 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ainsi qu'aux exceptions au délai de 2 mois de naissance des décisions implicites, sur le fondement du II de cet article.

# Les recours

## ParcourSup

- La CAAES (Commission Académique d'Accès à l'Enseignement Supérieur) → Rectorat

## Etudes en France

- [recours@u-picardie.fr](mailto:recours@u-picardie.fr)
- [iacampusfrance@u-picardie.fr](mailto:iacampusfrance@u-picardie.fr)

## Inscription en Master 1<sup>ère</sup> année

- Sur le portail [monmaster.gouv.fr](http://monmaster.gouv.fr)

## Inscription à l'université

- [recours@u-picardie.fr](mailto:recours@u-picardie.fr)

## Contestation relevé de notes

- [recours@u-picardie.fr](mailto:recours@u-picardie.fr)

# Aides et accompagnements

# Les aides et accompagnements

- **Situation de handicap**

- Aides pédagogiques
- Accessibilité
- Demande d'aménagement pour le parcours d'études
- Transport
- Insertion professionnelle

- **Harcèlement, violences, discriminations**

- Au handicap [Harcèlements, violences, discriminations AU HANDICAP](#)
- Au genre, violences sexistes et sexuelles [Harcèlements, violences, discriminations AU GENRE, VIOLENCES SEXISTES et SEXUELLES](#)
- Au racisme ou à l'antisémitisme [Harcèlements, violences, discriminations AU RACISME ou A L'ANTISEMITISME](#)

*Exemple d'accompagnement* : La modification du prénom d'usage ; Le prénom d'usage est celui choisi par la personne et est utilisé dans sa vie quotidienne - Contact : [marine.fleury@u-picardie.fr](mailto:marine.fleury@u-picardie.fr)

- **Egalité Femmes/Hommes**

- [Harcèlements, violences, discriminations EGALITE FEMMES HOMMES](#)

- **Aides sociales**

- Aides financières
- Aides au logement
- Aides aux démarches administratives
- Aides aux transports et à la mobilité
- Aides à la scolarité

# Les aides et accompagnements

## Situation de handicap

- Aides pédagogiques
- Accessibilité
- Demande d'aménagement pour le parcours d'études
- Transport
- Insertion professionnelle

## Harcèlement, violences, discriminations

- Au handicap [Harcèlements, violences, discriminations AU HANDICAP](#)
- Au genre, violences sexistes et sexuelles [Harcèlements, violences, discriminations AU GENRE, VIOLENCES SEXISTES et SEXUELLES](#)
- Au racisme ou à l'antisémitisme [Harcèlements, violences, discriminations AU RACISME ou A L'ANTISEMITISME](#)

## Egalité Femmes/Hommes

- [Harcèlements, violences, discriminations EGALITE FEMMES HOMMES](#)
- Exemple d'accompagnement* : La modification du prénom d'usage ; Le prénom d'usage est celui choisi par la personne et est utilisé dans sa vie quotidienne - Contact : [marine.fleury@u-picardie.fr](mailto:marine.fleury@u-picardie.fr)

## Aides sociales

- Aides financières
- Aides au logement
- Aides aux démarches administratives
- Aides aux transports et à la mobilité
- Aides à la scolarité

## LIENS UTILES

# Liens utiles

## Adresses mails / Liens sites



### Adresses mail :

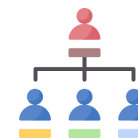
- [sfi@u-picardie.fr](mailto:sfi@u-picardie.fr)
- [primo@u-picardie.fr](mailto:primo@u-picardie.fr)
- [reins@u-picardie.fr](mailto:reins@u-picardie.fr)
- [ecandidat@u-picardie.fr](mailto:ecandidat@u-picardie.fr)
- [cellule-apogee@u-picardie.fr](mailto:cellule-apogee@u-picardie.fr)
- [recours@u-picardie.fr](mailto:recours@u-picardie.fr)
- [Remboursement-inscription@u-picardie.fr](mailto:Remboursement-inscription@u-picardie.fr)

### Liens :

- <https://www.u-picardie.fr>
- <https://www.parcoursup.fr>
- <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/>
- <https://www.etudiant.gouv.fr>
- <https://www.monmaster.gouv.fr/>
- <https://www.campusfrance.org/fr>
- <https://www.messervices.etudiant.gouv.fr/envole/>

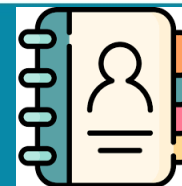


# Le Service de Formation Initiale : L'organigramme



Pôle OFRE | Orientation, Formation et Réussite Etudiante

DFIP | Direction de la Formation  
et de l'Innovation Pédagogique  
Franck DI BITONTO



Version 09/01/2025

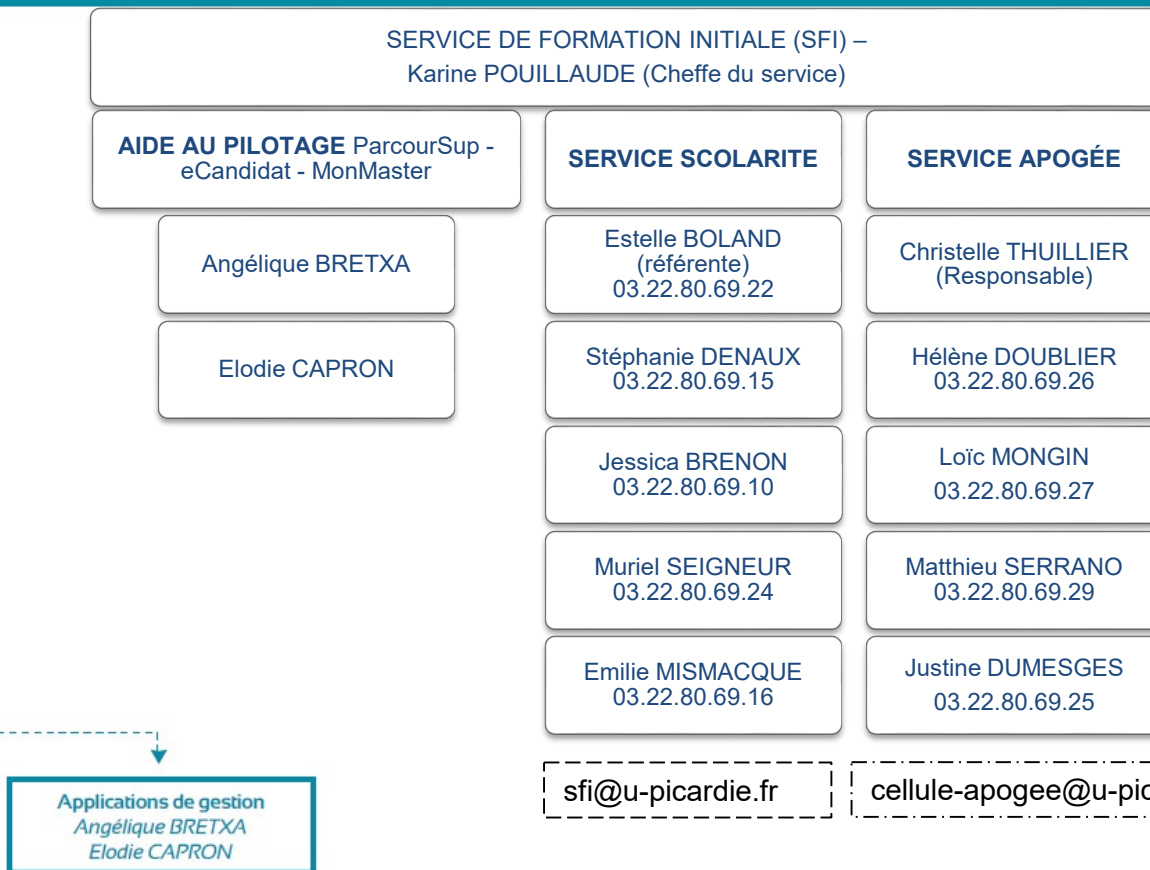
**SFI | Service Formation Initiale**  
Karine **POUILLAUDE**

**APOGEE**  
Hélène **DOUBLIER**  
Justine **DUMESGES**  
Loïc **MONGIN**  
Matthieu **SERRANO**  
Christelle **THUILLIER**

**PEGASE**  
XXXX

**Gestion Formation Initiale**  
Estelle **BOLAND**  
Jessica **BRENON**  
Stéphanie **DENAUX**  
Emilie **MISMACQUE**  
Muriel **SEIGNEUR**

**Ingénieur de formation**  
XXXX



**Applications de gestion**  
Angélique **BRETXA**  
Elodie **CAPRON**

# Liens utiles

## Liste des pays à procédure « Etudes en France »

- Afrique du Sud,
- Algérie,
- Arabie Saoudite,
- Argentine,
- Arménie,
- Azerbaïdjan,
- Bahreïn,
- Bénin,
- Birmanie,
- Bolivie,
- Brésil,
- Burkina Faso,
- Burundi,
- Cambodge,
- Cameroun,
- Canada,
- Chili,
- Chine,
- Colombie,
- Comores,
- Congo,
- Corée du Sud,
- Côte d'Ivoire,
- Djibouti,
- Egypte,
- Emirats arabes Unis,
- Equateur,
- Etats-Unis,
- Ethiopie,
- Gabon,
- Géorgie,
- Ghana,
- Guinée,
- Haïti,
- Hong-Kong,
- Inde,
- Indonésie,
- Iran,
- Israël,
- Japon,
- Jordanie,
- Kenya,
- Koweït,
- Liban,
- Madagascar,
- Malaisie,
- Mali,
- Maroc,
- Maurice,
- Mauritanie,
- Mexique,
- Népal,
- Nigéria,
- Pakistan,
- Pérou,
- Qatar,
- République Centrafricaine,
- République Démocratique du Congo,
- République dominicaine,
- Royaume-Uni,
- Russie,
- Rwanda,
- Sénégal,
- Singapour,
- Taïwan,
- Tchad,
- Thaïlande,
- Togo,
- Tunisie,
- Turquie,
- Ukraine,
- Vietnam.

## Liste des pays de l'UE et de l'EEE :

- Allemagne,
  - Autriche,
  - Belgique,
  - Bulgarie,
  - Chypre,
  - Croatie,
  - Danemark,
  - Espagne,
  - Estonie,
  - Finlande,
  - France,
  - Grèce,
  - Hongrie,
  - Irlande,
  - Italie,
  - Lettonie,
  - Lituanie,
  - Luxembourg,
  - Malte,
  - Pays-Bas,
  - Pologne,
  - Portugal,
  - République tchèque,
  - Roumanie,
  - Slovaquie,
  - Slovénie,
  - Suède
- + 3 états membres hors UE :
- Islande,
  - Liechtenstein,
  - Norvège.

# Liens utiles

## Glossaire



- **APC** : Approche par Compétences
- **APOGÉE** : Application POur la Gestion des Étudiants et des Enseignements
- **BIATSS** : Bibliothécaires, Ingénieurs, Administratifs, Techniciens, personnels Sociaux et Santé
- **CA** : Conseil d'Administration
- **Cac** : Conseil Académique
- **CFVU** : Commission de la Formation et de la Vie Universitaire
- **CHSCT** : Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail
- **CR** : Commission de la Recherche
- **CROUS** : Centre régional des œuvres universitaires et scolaires
- **CSAE** : Comité Social d'Administration et Economique
- **CT** : Comité Technique
- **CVEC** : Contribution Vie Etudiante et Campus
- **DAEU** : Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires
- **DFIP** : Direction de la Formation et de l'Innovation Pédagogique
- **DISI** : Direction des Systèmes Informatiques
- **EC** : Élément Constitutif
- **ENT** : Espace Numérique de Travail
- **INSPÉ** : Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation
- **JDC ou JAPD** : Journée Défense et Citoyenneté ou Journée d'Appel pour la Défense
- **M3C** : Modalités de Contrôle, des Connaissances et des Compétences
- **MENESR** : Ministère de l'Education Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
- **OFRE** : Orientation, Formation, Réussite, Étudiante
- **SCAC** : Service de Coopération et d'Action Culturelle
- **SFCU** : Service de Formation Continue Universitaire
- **SFI** : Service de Formation Initiale
- **SIP** : Service de l'Innovation Pédagogique
- **SSU** : Service de Santé Universitaire
- **SUAPS** : Service Universitaire des Activités Physiques et Sportives
- **S2C** : Service Culture et Création
- **UE** : Unité d'Enseignement
- **UFR** : Unité de Formation et de Recherche
- **UPJV** : Université de Picardie Jules Verne

# Liens utiles



## Textes

### **Inscription à l'université**

- ⑩ Arrêté du 3 août 1994 relatif au diplôme d'accès aux études universitaires
- ⑩ Articles L.613-3, L.613-4 et L.613-5 du code de l'éducation
- ⑩ Articles D612-2 à D612-8 du code de l'éducation
- ⑩ Arrêté du 11 mai 2022 portant modification de l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur.
- ⑩ Article L.114-6 du code du service national

### **ParcourSup**

- ⑩ Décret n° 2018-172 du 9 mars 2018 relatif à la procédure nationale de préinscription pour l'accès aux formations initiales du premier cycle de l'enseignement supérieur et modifiant le code de l'éducation -
- ⑩ Décret n° 2022-924 du 22 juin 2022 relatif à la procédure nationale de préinscription pour l'accès aux formations initiales du premier cycle de l'enseignement supérieur et modifiant le code de l'éducation

### **Etudes en France**

- ⑩ Décret n° 2018-172 du 9 mars 2018 relatif à la procédure nationale de préinscription pour l'accès aux formations initiales du premier cycle de l'enseignement supérieur et modifiant le code de l'éducation
- ⑩ Articles D612-11 à D612-18 du code de l'éducation

### **MonMaster**

- ⑩ Article L.612-6, R. 612-36-3 et D. 612-36-3-1 du code de l'éducation
- ⑩ Décret n° 2022-1095 du 29 juillet 2022 relatif aux diplômes conférant grade de master et modifiant l'article D. 612-34 du code de l'éducation

### **CVEC**

- ⑩ Arrêté du 16 juillet 2019 relatif à l'acquittement de la contribution de vie étudiante et de campus.
- ⑩ Loi n°2018-166 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants



## Textes

### Recours

- ⑩ Décret n°2014-1274 du 23 octobre 2014 relatif aux exceptions à l'application du principe « le silence vaut acceptation » sur le fondement de l'article 21 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, ainsi qu'aux exceptions au délai de 2 mois de naissance des décisions implicites, sur le fondement du II de cet article ;
- ⑩ Décret n°2014-1275 du 23 octobre 2014 relatif aux exceptions du délai de 2 mois de naissance des décisions implicites d'acceptation prévu au II de l'article 21 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- ⑩ Décret n°2014-1276 du 23 octobre 2014 relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » sur le fondement du 4<sup>ème</sup> du I de l'article 21 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ainsi qu'aux exceptions au délai de 2 mois de naissance des décisions implicites, sur le fondement du II de cet article.

### CPGE :

#### Article L612-3 du code de l'éducation :

⑩ Les classes préparatoires des lycées et les établissements publics d'enseignement supérieur assurent la préparation aux écoles, aux formations de l'enseignement supérieur qui font l'objet d'une sélection et aux concours de la fonction publique. Les étudiants boursiers bénéficient de la gratuité d'accès à ces préparations.

⑩ Chaque lycée public disposant d'au moins une formation d'enseignement supérieur conclut une convention avec un ou plusieurs établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel de son choix dans son académie afin de prévoir des rapprochements dans les domaines pédagogique et de la recherche et de faciliter les parcours de formation des étudiants. Lorsqu'aucun établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel de l'académie ne propose de formations d'enseignement supérieur en lien avec celles dispensées dans le lycée, ce dernier peut conclure une convention avec un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel situé en dehors de son académie. La convention prévoit les modalités de mise en œuvre d'enseignements communs aux formations dispensées par les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et à celles dispensées par les lycées. L'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel motive son refus de conclure une convention. La préinscription assure aux élèves la connaissance des conventions existantes entre les lycées disposant d'au moins une formation d'enseignement supérieur et les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel auxquels ils sont associés.

⑩ Les élèves inscrits dans une classe préparatoire aux grandes écoles d'un lycée public sont également inscrits dans une formation proposée par l'un des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ayant conclu une convention avec ce lycée, selon des modalités précisées par décret. Cette inscription emporte paiement des droits d'inscription prévus à l'article L. 719-4.

⑩ [https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000042815027/](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000042815027/)



### Recours

- ⑩ Décret n°2014-1274 du 23 octobre 2014 relatif aux exceptions à l'application du principe « le silence vaut acceptation » sur le fondement de l'article 21 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, ainsi qu'aux exceptions au délai de 2 mois de naissance des décisions implicites, sur le fondement du II de cet article ;
- ⑩ Décret n°2014-1275 du 23 octobre 2014 relatif aux exceptions du délai de 2 mois de naissance des décisions implicites d'acceptation prévu au II de l'article 21 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- ⑩ Décret n°2014-1276 du 23 octobre 2014 relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » sur le fondement du 4<sup>ème</sup> du I de l'article 21 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ainsi qu'aux exceptions au délai de 2 mois de naissance des décisions implicites, sur le fondement du II de cet article.

### ⑩ Aides et accompagnements

- Loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à la loi O.R.E (article L.611-12 du code de l'éducation) et du
- Articles L611-12, D.611-13 à l'article D.611-20 du code de l'éducation fixant les modalités de déroulement de cette période de suspension des études dite de « césure ».
- Circulaire n°2019- 030 du 10 avril 2019 : Mise en œuvre de la suspension temporaire des études dite période de césure dans les établissements publics en précise les conditions.
- Délibération de la CFVU en date du 27 mai 2021 portant sur la procédure de mise en œuvre de la période de césure.
- Loi pour l'enseignement supérieur et de la recherche du 22 juillet 2013 – Articles 47 (9°) et 50 (7°-III)
- Loi du 11 février 2005
- Décret n°2005-1617 du 21 décembre 2005 relatif aux aménagements des examens et concours de l'enseignement scolaire et de l'enseignement supérieur pour les candidats présentant un handicap
- Circulaire n°2010-0008 du 4-3-2010 (SUMPPS) relative à la politique, en matière de santé visant à améliorer le suivi sanitaire des étudiants et à développer les actions de prévention et d'éducation à la santé, missions assurées dans les universités par les services universitaires de médecine prévention et de promotion de la santé
- Circulaire n°2011-220 du 27-12-2011 Organisation des examens et concours de l'enseignement scolaire et de l'enseignement supérieur pour les candidats présentant un handicap
- Charte Université - Handicap

## Module « Formation et Vie Etudiante » - Janvier 2025

